

FACE À LA CRISE



Diocèse de
Versailles

Une démarche pédagogique en sept étapes, par le vicariat à la solidarité du diocèse

1. Origine et développement de la crise
2. Les conséquences de la crise : inégalités, précarité, misère
3. L'économie au service de l'homme
4. Vivre ensemble, notre richesse commune
5. Solidarité et fraternité
6. Participer à un projet commun.
7. Retrouver la confiance

Un portrait actuel de la crise, avec dans un langage clair et concis, des données historiques, économiques, sociales, éthiques et spirituelles, sous la responsabilité de **Muriel Rosset**, secrétaire générale du vicariat à la solidarité, pour mieux :

Comprendre

Une analyse économique et sociale avec **Jean-Paul Vigier**, spécialiste de la finance solidaire, auteur de plusieurs livres sur le sujet, et acteur des organisations nationales et internationales de finance solidaire : Finansol, la SIDI (Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement,) FEBEA (Banques éthiques européennes)

Discerner

Des repères de l'Eglise avec **Paul Hatey**, enseignant au collège des Bernardins et spécialiste de la doctrine sociale de l'Eglise.

Agir

Des interpellations ou exemples de réalisation dans notre diocèse avec **Philippe Rozet**, ancien président de la délégation Secours Catholique des Yvelines.

SOMMAIRE

- 1 - ORIGINE ET DÉVELOPPEMENT DE LA CRISE
- 2 - LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE
- 3 - L'ÉCONOMIE AU SERVICE DE L'HOMME
- 4 - VIVRE ENSEMBLE, NOTRE RICHESSE COMMUNE
- 5 - SOLIDARITÉ ET FRATERNITÉ
- 6 - PARTICIPER À UN PROJET COMMUN
- 7 - RETROUVER LA CONFIANCE
- 8 - EN SAVOIR PLUS
- 9 - FILMS

1 - ORIGINE ET DÉVELOPPEMENT DE LA CRISE

Analyse économique

COMPRENDRE ET DISCERNER

Ce que l'on appelle aujourd'hui la "crise" financière et économique est la conséquence directe de décisions et de comportements politiques et financiers volontaires et délibérés.

Naissance de la spéculation

L'origine de la crise remonte aux années 70 lorsque les États-Unis, pour préserver leur monnaie, cassent le lien fixe entre le dollar et l'or, lien qui avait été créé par les accords de Bretton Woods à la fin de la seconde guerre mondiale, pour éviter de reproduire la crise des années 30. A la suite de cette décision, les monnaies, jusque là liées au dollar comme monnaie internationale, deviennent flottantes et donc sujettes à la spéculation.

La recherche du profit comme but ultime

Cette décision politique se situait dans un contexte intellectuel centré sur la liberté à tout prix, et sur les propositions d'une école de pensée économique dite de Chicago, prônant la prédominance des marchés et la recherche du profit comme seule règle. Les États sont sommés de supprimer ou d'assouplir les réglementations qui font obstacle au libre jeu de la concurrence et de l'enrichissement. Cette forme extrême du libéralisme économique implique la diminution des impôts et donc des services publics, et promeut la recherche du profit comme but ultime et quasi exclusif de l'économie. Cette école prétend que les marchés sont seuls capables de créer de la richesse et que l'inégalité sociale, condition nécessaire pour faire fonctionner le système, sera naturellement compensée par l'enrichissement progressif de l'ensemble de la société. Connectée à la promotion de la liberté individuelle et à l'individualisme, cette pensée économique et philosophique va envahir les sphères dirigeantes de droite et de gauche et amener les divers États, à l'instar de Margaret Thatcher et Ronald Reagan, à amoindrir ou supprimer tout ou partie des réglementations financières. La finance devient une « science » qui a ses règles et ses axiomes et est enseignée en tant que telle, sans référence aux réalités économiques. Par ailleurs, les gouvernements, qui veulent éviter le financement des États par la « planche à billets », n'empruntent plus auprès de leur banque centrale mais des banques commerciales, renforçant ainsi les bénéfices de celles-ci.

« Le marché libre ne peut être jugé sans tenir compte des fins qu'il poursuit et des valeurs qu'il transmet au niveau social (...) Le profit individuel de l'agent économique, bien que légitime, ne doit jamais devenir l'unique objectif. À côté de celui-ci, il en existe un autre, tout aussi fondamental et supérieur, celui de l'utilité sociale, qui doit être réalisé non pas en opposition, mais en cohérence avec la logique du marché. Quand il remplit les importantes fonctions rappelées ci-dessus, le marché libre sert le bien commun et le développement intégral de l'homme, tandis que l'inversion du rapport entre les moyens et les fins peut le faire dégénérer en une institution inhumaine et aliénante, avec des répercussions incontrôlables. La doctrine sociale de l'Église, tout en reconnaissant au marché la fonction d'instrument irremplaçable de régulation au sein du système économique, met en évidence la nécessité de l'ancrer dans des finalités morales qui assurent et (...) circonscrivent d'une manière adéquate l'espace de son autonomie. » Compendium de la Doctrine Sociale de l'Église, 348-349

Facteurs aggravants

- La mondialisation développe des moyens d'échanges et de stockage des informations qui couvrent rapidement la planète d'un réseau dense de moyens instantanés de communication. Le décalage devient immense entre des décisions financières ultra rapides, qui d'un clic transfèrent des capitaux énormes d'un bout à l'autre de la planète, et des décisions politiques et sociales nationales ou communautaires qui exigent des délibérations démocratiques et des négociations diplomatiques souvent longues.

« Les processus de mondialisation, convenablement conçus et gérés, offrent la possibilité d'une grande redistribution de la richesse au niveau planétaire comme cela ne s'était jamais présenté auparavant ; s'ils sont mal gérés ils peuvent au contraire faire croître la pauvreté et les inégalités, et contaminer le monde entier par une crise. Il faut en corriger les dysfonctionnements, dont certains sont graves, qui

ÉLÉMENTS DE COMPRÉHENSION

Le Fonds Monétaire International a pour mission de favoriser la coopération monétaire internationale, la stabilité financière et le commerce international. Il consent des prêts aux pays en difficulté financière pour rééquilibrer leur balance commerciale. Il comprend 187 pays. Il ne finance pas le développement, rôle dévolu à la Banque mondiale.

Les « subprime » sont des prêts proposés par des banques américaines, souvent par démarchage à domicile, gagés sur la valeur hypothécaire des biens immobiliers et dotés d'un taux de remboursement variable. Ils sont consentis sans tenir compte des capacités de remboursement. Lorsque la valeur des logements s'est effondrée, les logements ont été saisis par les établissements bancaires prêteurs, et les titres douteux ont été mélangés à des valeurs saines.

introduisent de nouvelles divisions entre les peuples et au sein des peuples, et faire en sorte que la redistribution de la richesse n'entraîne pas une redistribution de la pauvreté ou même son accentuation, comme une mauvaise gestion de la situation actuelle pourrait nous le faire craindre. La mondialisation est un phénomène multidimensionnel et polyvalent, qui exige d'être saisi dans la diversité et dans l'unité de tous ses aspects, y compris sa dimension théologique. Cela permettra de vivre et d'orienter la mondialisation de l'humanité en termes de relationalité, de communion et de partage.» Caritas in Veritate, 48

- Les banques, libres de devenir à la fois banques d'affaires et de dépôt, se lancent dans une course effrénée à la recherche des profits, en inventant des produits financiers toujours plus sophistiqués, et d'autant plus lucratifs qu'ils sont risqués, risques couverts par d'autres produits encore plus aventureux. Cette recherche du profit à court terme se fait aux dépens de l'activité économique réelle, car il est plus facile de gagner de l'argent par la spéculation que par l'investissement à long terme.

« La récente crise démontre comment l'activité financière est parfois guidée par des logiques purement auto-référencées et dépourvues de considération, à long terme, pour le bien commun. Le nivellement des objectifs des opérateurs financiers mondiaux à l'échelle du très court terme diminue la capacité de la finance de jouer son rôle de pont entre le présent et l'avenir. Une finance limitée au court terme et au très court terme devient dangereuse pour tous, même pour ceux qui réussissent à en tirer profit dans les périodes d'euphorie financière. » Message de sa sainteté Benoît XVI pour la célébration de la journée mondiale de la paix, 1^{er} janvier 2009, 10

- La création de lieux exonérés d'impôts, les paradis fiscaux, et les délocalisations pour produire moins cher à court terme marquent les années 80-90.

- Le pouvoir dans les entreprises passe aux actionnaires, qui exigent des dividendes toujours plus élevés, et favorisent une recherche des coûts de production les plus bas mais aussi une réévaluation permanente du cours de l'action. Le personnel devient la partie la plus vulnérable car la plus coûteuse des entreprises. A ce jeu, les fonds de pensions qui gèrent les retraites des salariés américains ou britanniques sont les premiers à exiger des « restructurations ».

USA : Quand le système s'emballe et se dérègle, la crise des subprimes

Le système s'emballe aux États-Unis après l'attentat de World Trade Center. La Réserve Fédérale, pour soutenir l'activité économique, ouvre les vannes du crédit bon marché, amenant un endettement colossal des ménages, surtout dans l'immobilier familial. Tout se dérègle alors. Des établissements financiers visant le court terme prêtent pour leur logement à des personnes incapables de rembourser, car le prêt est progressif et gagé sur la valeur de l'habitation. Conscientes de ce risque de non remboursement, ces institutions revendent ces créances douteuses en les mêlant à d'autres valeurs plus solides dans des produits financiers vendus aux banques et aux particuliers. Attirées par la rentabilité immédiate de ces produits, les banques, conscientes ou non de leur nocivité, achètent en masse ces « valeurs » et les proposent à leur clientèle.

Il suffit alors d'un retournement du marché de l'immobilier aux États-Unis, causé par l'excès de construction, pour que les emprunts gagés sur la valeur des biens ne puissent plus être remboursés. Les prêteurs font faillite, et les produits empoisonnés dont certaines banques se sont gorgées s'avèrent dangereux. C'est la crise des « subprimes ». La faillite des banques impliquant une catastrophe économique majeure, les États sont obligés d'intervenir. Le gouvernement américain, par idéologie libérale ou par divergence d'intérêts entre anciens dirigeants bancaires, laisse la « Lehman Brothers », une des principales banques, faire faillite. Cela entraîne une méfiance généralisée à l'intérieur du système bancaire. Une intervention immédiate des gouvernements et des banques centrales devient indispensable pour soutenir le système bancaire.

En Europe : de la crise financière à la crise économique et sociale

La zone « euro », protégée par sa monnaie commune, voit sa situation relativement privilégiée, sauf pour certains pays comme l'Espagne, l'Irlande et le Portugal qui ont basé leur développement sur l'immobilier et se trouvent pris de plein fouet par la tourmente économique. Ceux qui comme l'Estonie ou le Royaume-Uni ont centré leur développement sur la finance internationale connaissent aussi de sérieuses difficultés. Obligés de s'endetter plus encore pour faire face à la crise et éviter la récession, les États deviennent dépendants des banques qui leur ont prêté de l'argent. Ne se finançant plus auprès des Banques Centrales, ils passent forcément par les agences de notation, qui étudient leur solvabilité immédiate et future et donnent une note

REPÈRES

La Doctrine Sociale de l'Eglise est un instrument au service du discernement moral et pastoral des événements complexes qui caractérisent notre époque.

Elle est un guide pour inspirer, au niveau individuel et collectif, des comportements et des choix qui permettent de construire l'avenir avec confiance et espérance.

Elle fournit les principes de réflexion, les critères de jugement et les directives d'action pour promouvoir un humanisme intégral et solidaire.

en fonction de la sûreté de leur gestion et de leurs équilibres.

Une catastrophe annoncée

Toute cette situation était largement prévisible dès les années 90. Des voix autorisées comme Joseph Stiglitz, ancien chef économiste du FMI ou des voix morales comme celles de Jean Paul II ou Benoît XVI, avaient averti de l'impasse économique, de l'injustice du système et de la défaillance morale que cela impliquait. Peine perdue, il n'est de pire sourd que celui qui ne veut pas entendre.

« Plus le système économique et financier mondial atteint des niveaux élevés de complexité fonctionnelle et d'organisation, plus le devoir de

réguler ces processus apparaît prioritaire, pour les finaliser à la poursuite du bien commun de la famille humaine. Au sein des organismes internationaux, les intérêts de la grande famille humaine doivent être représentés de manière équitable. Il est nécessaire que ces institutions en évaluant les conséquences de leurs décisions, tiennent toujours dûment compte des peuples et des pays qui ont peu de poids sur le marché international mais qui concentrent en eux les besoins les plus vifs et les plus douloureux, et ont besoin d'un plus grand soutien pour leur développement. » Compendium de la Doctrine Sociale de l'Eglise, 371

MAINTENANT... QUE FAIRE ?

Un véritable changement de mentalité est nécessaire qui nous amène à adopter de nouveaux styles de vie « dans lesquels les éléments qui déterminent les choix de consommation, d'épargne et d'investissement soient la recherche du vrai, du beau et du bon, ainsi que la communion avec les autres hommes pour une croissance commune » Caritas in Veritate, 51

Certes, des mesures réelles mais trop limitées ont été prises :

- Réglementer la finance internationale,
- Lutter contre les « paradis fiscaux »,
- Remettre la finance au service de l'économie et l'économie au service des hommes

Des pistes d'avenir

- Reconstruire une confiance perdue,
- Doter l'Union Européenne d'outils institutionnels qui lui manquent pour réagir dans des circonstances périlleuses,
- Remettre sur ses pieds un système financier devenu absurde et dangereux. Tâche difficile qui demande courage et lucidité.

« De nos jours, l'humanité apparaît beaucoup plus interactive qu'autrefois : cette plus grande proximité doit se transformer en une communion véritable. Le développement des peuples dépend surtout de la reconnaissance du fait que nous formons une seule famille qui collabore dans une communion véritable. Les échanges entre les peuples de la planète exige un tel renouveau, afin que l'intégration puisse se réaliser sous le signe de la solidarité plutôt que de la marginalisation. » Caritas in Veritate, 53

LA CRISE EN 5 DATES

22 juillet 1944

Accords de Bretton Woods (grandes lignes du système financier international, création banque mondiale et FMI)

19 mars 1973

Changes flottants

7 et 8 janvier 1976

Accords de la Jamaïque entérinant le découplage de l'or et du dollar

Février 1983

Déréglementation des marchés financiers

15 septembre 2008

Faillite de Lehman Brothers

REPÈRES

Tout sur terre doit être ordonné à l'Homme. Il est et doit être le principe, le sujet et la fin de toutes les institutions. Les crises interviennent quand la finance, le marché ou le progrès sont détournés du service qu'ils doivent rendre à l'Homme. Les situations créées deviennent alors aliénantes pour chacun et pour les différentes communautés humaines impliquées.

Exemples à suivre

AGIR

Le monde changeait, et nous ne le savions pas ?

Nous sommes entrés dans l'ère de la mondialisation, avec tous ses corollaires plus ou moins identifiés : la rapidité des échanges financiers orientés vers la spéculation, le rôle croissant des paradis fiscaux, et la primauté donnée à la valorisation du résultat au profit du seul actionnaire. Le profit est devenu la seule règle, la finance a trouvé sa propre logique, déconnectée de l'économie et de la place de l'homme dans celle-ci.

Nous le savions tous plus ou moins, mais avons-nous pris la pleine conscience de ce qui se passait, et du nouveau monde que nous étions en train de construire ?

Il aura fallu l'enchaînement des conséquences des subprimes, la remise en question de la fiabilité des dettes souveraines, et les suites prévisibles pour notre travail, nos biens et notre couverture sociale pour nous mettre en alerte.

Nous sommes en train de comprendre que la crise financière et économique est aussi une crise de sens et de morale.

La crise nous appelle à nous informer.

- Prendre le temps de nous informer systématiquement et régulièrement.
- Rechercher les raisons objectives qui conduisent au désastre actuel et ce, au travers de sources d'information qui ne soient ni partisans, ni idéologiques.
- Echanger avec d'autres, dans nos cercles familiaux, relationnels, professionnels, associatifs, ecclésiaux..., afin de confronter les opinions, d'améliorer notre discernement, avec notamment l'éclairage de la pensée sociale de l'Église.

La crise nous appelle à nous interroger sur nos propres comportements.

Face à la course effrénée pour la recherche des profits :

- Mon épargne est-elle dirigée vers les placements maximisant le plus haut rendement, quelles que soient leurs valeurs éthiques ? Ou s'investit-elle dans des fonds de partage et solidaires ?
- Quelle est la destination des gains de mon travail ? Quelle part de partage inclue-t-elle ?
- Dans mon entreprise, puis-je jouer un rôle sur les politiques salariales : revenu maximum acceptable, critères retenus pour les rémunérations variables ?

Les paradis fiscaux et l'évasion fiscale :

- Quelle est mon comportement face à l'impôt ? Toutes les niches fiscales me paraissent-elles justifiées par la finalité qu'elles visent ?
- Si j'emploie du personnel, est-il déclaré, et si oui, mes déclarations à l'URSSAF reflètent-elles la réalité de la situation : nombre d'heures, prix-horaire ?

Les banques de dépôt et d'affaires :

- Quelles sont les orientations de ma banque ? Privilégier les opérations de spéculation ? Ou accompagner l'économie et promouvoir des formes de solidarité ?

REPÈRES

Un corps n'est pas composé d'un membre ou d'un organe unique, mais de plusieurs. Si le pied disait : « Puisque je ne suis pas une main, je ne fais pas partie du corps », n'en ferait-il pas partie pour autant ? Et si l'oreille se mettait à dire : « Puisque je ne suis pas un œil, je ne fais pas partie du corps », cesserait-elle d'en faire partie pour autant ? Si tout le corps était un œil, comment ce corps entendrait-il ? Et si tout le corps se réduisait à une oreille, où serait l'odorat ? Dieu a disposé chaque organe dans le corps, chacun avec sa particularité, comme il l'a trouvé bon. Car s'il n'y avait en tout et pour tout qu'un seul organe, serait-ce un corps ? En fait, les organes sont nombreux, mais ils forment ensemble un seul corps. C'est pourquoi l'œil ne saurait dire à la main : « Je n'ai pas besoin de toi », ni la tête aux pieds : « Je peux très bien me passer de vous. » **1 Co, 12, 12-24**

2 - LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE

Analyse économique

COMPRENDRE ET DISCERNER

1/ Un constat alarmant

L'INSEE vient de publier un portrait social de la France. Plusieurs conclusions sont intéressantes : le creusement des inégalités des revenus entre ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas, le fossé encore élargi entre les Français les plus riches et les plus pauvres.

On retrouve la même approche au niveau international. La richesse globale a augmenté mais, ici aussi, l'écart s'est accentué entre les plus aisés et les plus démunis. Les revenus de quelques-uns dépassent les ressources de certains États, et les rémunérations de certains dirigeants ou de certains sportifs dépassent l'entendement.

La montée de l'individualisme

La précarité, la durée des difficultés, la crainte d'un déclassement des classes moyennes engendrent inéluctablement méfiance, repli sur soi et haine des autres. L'essor de ce que l'on appelle individualisme est une des caractéristiques de notre époque. La protection sociale, les soins médicaux, les filets de sécurité s'amenuisent peu à peu.

Des ressources communes en danger

Les ressources essentielles qui permettent la vie : l'air, l'eau, la nourriture se paient de plus en plus cher, car la pollution les menace. Des forêts disparaissent et l'équilibre biologique et climatique de la planète s'en trouve menacé. La méfiance entre personnes d'origines différentes s'installe avec la crainte de voir menacé le travail de ceux qui se considèrent comme légitimement prioritaires.

2/ Comment en est-on arrivé là ? De l'économie à la finance

Lorsque dans les années 80, et même un peu avant, les pouvoirs publics ont volontairement ou par inconscience laissé la finance prendre le pas sur l'économie, nous sommes entrés dans une ère marquée par la recherche du profit à tout prix.

Tout devient logique. A partir du moment où philosophiquement, socialement, politiquement, l'enrichissement devient le seul avenir souhaitable,

tout se met en place pour que se réalise un changement complet des mentalités. Au long des « Trente Glorieuses », les entreprises européennes et américaines et donc françaises, vivaient sur un équilibre tacite entre les propriétaires du capital et les salariés sur la base d'un accord de fait pour privilégier

- l'investissement à long terme,
- la production de qualité,
- le respect des acquis sociaux.

« Il faut éviter que le motif de l'emploi des ressources financières soit spéculatif et cède à la tentation de rechercher seulement un profit à court terme, sans rechercher aussi la continuité de l'entreprise à long terme, son service précis à l'économie réelle et son attention à la promotion, de façon juste et convenable, d'initiatives économiques y compris dans les pays qui ont besoin de développement. »
Caritas in Veritate, 40

Bien sûr cela ne s'était pas fait tout seul, et l'idéologie paternaliste des uns et l'idéologie socialisante des autres s'étaient souvent affrontées, parfois avec violence, mais un équilibre avait été trouvé entre des managers professionnels et des syndicats responsables. Dans cette situation, les actionnaires se contentaient des dividendes variant avec les résultats de l'entreprise et, dans les entreprises publiques, l'État actionnaire gérait en « père de famille » le développement économique. Un plan quinquennal « à la française » prévoyait sur le long terme les investissements publics et privés, et privilégiait les secteurs prioritaires.

L'actionnaire, nouveau patron de nos entreprises

Tout change évidemment lorsque cet équilibre disparaît et que les actionnaires prennent le pouvoir et exigent des dividendes élevés, quasiment garantis, et privilégient l'envolée du cours des actions. Ils mettent à la tête des sociétés des dirigeants actionnaires intéressés par l'évolution positive du cours des actions.

La grande vague de l'ultra libéralisme envahit peu à peu toutes les sphères politiques et les réglementations sont progressivement assouplies

ou supprimées. L'épidémie de la « vache folle » et du « Médiateur » en sont deux exemples dramatiques mais éclairants.

Dans cette situation, qui coïncide avec la diminution ou la disparition de l'activité industrielle traditionnelle, minée par les nouvelles technologies et les changements des modes de consommation, le renchérissement des prix de l'énergie et spécialement du pétrole occasionne un bouleversement supplémentaire. Faut-il augmenter les salaires de façon régulière comme dans les périodes précédentes, il apparaît plus efficace de faire baisser les prix à la consommation pour développer celle-ci. La création et le développement des grandes surfaces commerciales, encouragés par les pouvoirs publics, répondent à cette orientation. Quelques années plus tard, on fait baisser encore les prix en achetant bon marché des produits fabriqués dans les pays du Sud : textile, électroménager, etc. Ce qui inévitablement entraîne une disparition progressive des usines fabriquant ces mêmes produits en Europe, mais plus chers. Bientôt des automobiles, des téléviseurs, des téléphones sont fabriqués en Asie. En achetant bon marché des objets fabriqués ailleurs, les européens ruinent leur propre industrie, alors incapable de concurrencer des salaires très bas et une absence de code du travail. La frénésie de consommation qui motive la plupart de nos contemporains est la cause directe de la ruine de pans entiers de l'industrie qui délocalise ses ateliers pour trouver ailleurs des coûts de production moins élevés. L'agriculture intensive, qui risque d'empoisonner sols et rivières, enrichit l'industrie chimique et mécanique. Des prêts et des subventions alimentent artificiellement le secteur.

ÉLÉMENTS DE COMPRÉHENSIONS

« Le mot crise vient du grec krisis qui signifie jugement et est lié au verbe krinein qui signifie à la fois trier, séparer, choisir, distinguer, discerner et juger. La crise, parce qu'elle met en lumière les dysfonctionnements de notre société, invite à faire un tri dans nos modes de vie personnels et collectifs, à choisir ce qui fait grandir l'homme et avancer la justice, à porter un jugement sur le monde dans lequel nous vivons. » Conférence des Evêques de France, Grandir dans la crise

« C'est pourquoi il faut encourager le progrès technique, l'esprit d'innovation, la création et l'extension d'entreprises, l'adaptation des méthodes, les efforts soutenus de tous ceux qui participent à la production, en un mot tout ce qui peut contribuer à cet essor. Mais le but fondamental d'une telle production n'est pas la seule multiplication des biens produits, ni le profit ou la puissance; c'est le service de l'homme: de l'homme tout entier, selon la hiérarchie de ses besoins matériels comme des exigences de sa vie intellectuelle, morale, spirituelle et religieuse; de tout homme, disons-nous, de tout groupe d'hommes, sans distinction de race ou de continent. C'est pourquoi l'activité économique, conduite selon ses méthodes et ses lois propres, doit s'exercer dans les limites de l'ordre moral afin de répondre au dessein de Dieu sur l'homme. » Gaudium et Spes, 64

Une cohésion sociale en perte de vitesse

La loi de l'ultra libéralisme exige que l'État se débarrasse de tout ce qui n'est pas le strict

nécessaire, et que les impôts ne soient pas augmentés mais plutôt diminués, pour pouvoir consacrer le plus de ressources possibles à la consommation. On voit alors les services publics se restreindre, la protection sociale s'affaiblir, et le souci des plus pauvres délégué aux organisations caritatives. Les plus faibles et les plus déshérités sont les premiers à souffrir de ce repli de l'action publique. Le filet de sécurité, qui pendant quarante ans avait maintenu une cohésion sociale en limitant les excès de richesse et de pauvreté, se fait de plus en plus ténu, et son retrait incite à chercher dans l'action individuelle ou la protection de la famille sauvegarde et soutien.

« Le marché libre ne peut être jugé sans tenir compte des fins qu'il poursuit et des valeurs qu'il transmet au niveau social. De fait, le marché ne peut pas trouver en lui-même le principe de sa propre légitimation. Il revient à la conscience individuelle et à la responsabilité publique d'établir un juste rapport entre les fins et les moyens. Le profit individuel de l'agent économique, bien que légitime, ne doit jamais devenir l'unique objectif. À côté de celui-ci, il en existe un autre, tout aussi fondamental et supérieur, celui de l'utilité sociale, qui doit être réalisé non pas en opposition, mais en cohérence avec la logique du marché. Quand il remplit les importantes fonctions rappelées ci-dessus, le marché libre sert le bien commun et le développement intégral de l'homme, tandis que l'inversion du rapport entre les moyens et les fins peut le faire dégénérer en une institution inhumaine et aliénante, avec des répercussions incontrôlables. » Compendium de la Doctrine Sociale de l'Église, 348

Une nature surexploitée

La règle du plus grand profit s'applique aussi à l'exploitation de la nature. Les grandes compagnies pétrolières acquièrent des concessions, au risque réel de détériorer l'environnement. C'est pour le plus grand profit des dirigeants locaux, au détriment des populations. La forêt amazonienne, les grandes forêts du Vietnam, de Malaisie et de bien d'autres pays sont mises en coupe réglée, pour satisfaire les besoins de consommation des pays développés, attisés par une publicité envahissante.

« Il est juste que l'homme puisse exercer une maîtrise responsable sur la nature pour la protéger, la mettre en valeur et la cultiver selon des formes nouvelles et avec des technologies avancées, afin que la terre puisse accueillir dignement et nourrir la population qui l'habite (...) Cela implique de s'engager à prendre ensemble des décisions, « après avoir examiné de façon responsable la route à suivre, en vue de renforcer l'alliance entre l'être humain et l'environnement, qui doit être le reflet de

LA CRISE EN CHIFFRES

Rapport Secours Catholique 2010 :

Seuil de pauvreté 949 euros,

13% de la population vit en dessous de ce seuil, soit 8 millions de français, 2 millions d'enfants, Il manque 900 000 logements sociaux en France. 700 communes préfèrent payer des pénalités.

l'amour créateur de Dieu, de qui nous venons et vers qui nous allons ». Il est souhaitable que la communauté internationale et chaque gouvernement sachent contrecarrer efficacement les modalités d'exploitation de l'environnement qui s'avèrent néfastes.» Caritas in Veritate, 50

D'une immigration désirée à une immigration redoutée

Le siècle passé n'était pas idyllique, loin s'en faut, avec ses guerres mondiales, coloniales, ou froide. Mais à la suite de ces conflits, un équilibre productif s'était établi dans les pays du Nord puis progressivement vers le Sud devenu indépendant. Pour satisfaire ce développement, on fit appel à une main-d'œuvre bon marché parce qu'abondante, pour travailler aux énormes chantiers de la reconstruction d'après guerre, et aux demandes de consommation de citoyens de plus en plus aisés.

Ces flux d'immigrants d'abord désirés, furent peu à

peu redoutés, clandestins, puis pourchassés.

« Le phénomène des migrations est un autre aspect qui mérite attention quand on parle de développement humain intégral. C'est un phénomène qui impressionne en raison du nombre de personnes qu'il concerne, des problématiques sociale, économique, politique, culturelle et religieuse qu'il soulève, et à cause des défis dramatiques qu'il lance aux communautés nationales et à la communauté internationale. Nous pouvons dire que nous nous trouvons face à un phénomène social caractéristique de notre époque, qui requiert une politique de coopération internationale forte et perspicace sur le long terme afin d'être pris en compte de manière adéquate. Une telle politique doit être développée en partant d'une étroite collaboration entre les pays d'origine des migrants et les pays où ils se rendent. » Caritas in Veritate, 62

Exemples à suivre

AGIR

La crise, source de nouveaux modes de vie

« Ainsi, nous nous trouvons de nouveau devant la question : que pouvons-nous espérer ? Une autocritique de l'ère moderne dans un dialogue avec le christianisme et avec sa conception de l'espérance est nécessaire. Dans un tel dialogue, même les chrétiens, dans le contexte de leurs connaissances et de leurs expériences, doivent apprendre de manière renouvelée en quoi consiste véritablement leur espérance, ce qu'ils ont à offrir au monde et ce que, à l'inverse, ils ne peuvent pas offrir (...) Si au progrès technique ne correspond pas un progrès dans la formation éthique de l'homme, dans la croissance de l'homme intérieur (cf. Ep 3, 16; 2 Co 4, 16), alors ce n'est pas un progrès, mais une menace pour l'homme et pour le monde. » Spe salvi, 22

Face à la recherche du profit à tout prix, à une consommation frénétique, à une cohésion sociale en perte de vitesse et à la dégradation de la nature, nombreux sont ceux qui s'expriment et/ou s'engagent.

Les rassemblements des « Indignés », ici et là, dessinent une approche nouvelle, non-violente et réaliste, qui associe action personnelle et action collective pour réconcilier, dans une forme originale, l'individualisme et la solidarité.

Des citoyens « Impliqués » initient individuellement et collectivement de nouveaux comportements, de nouveaux modes de vie.

1/ À la démenche financière, ils répondent par

- la finance solidaire (www.finansol.org),
- le microcrédit, pour soutenir des projets en France ou dans les pays en recherche de développement (<http://www.babyloan.org/fr/>).

2/ À la consommation outrancière, ils opposent une consommation à la fois frugale et solidaire :

- ils utilisent les transports en commun ou pratiquent le covoiturage. Citadins, ils préfèrent louer des véhicules plutôt que d'en acheter, ou recourir à des formules type « autolib »,
- ils développent le tourisme collaboratif (échange de maisons) et le tourisme solidaire à l'étranger,
- ils échangent sans contrepartie financière des

services et compétences dans des SEL, Services d'Echange Locaux, (<http://www.selidaire.org/spip/>), ils louent sans les acheter des produits d'utilisation peu fréquente (de la poussette à la perceuse, aux vêtements d'un soir et aux livres...) ; ils achètent en ligne des produits d'occasion.

3/ Au déficit de cohésion sociale, ils apportent de nouvelles formes de liens sociaux correspondant à des besoins de différents ordres :

- la colocation,
- le logement en échange de présence ou service, entre jeunes et seniors
- www.ensemble2generations.fr
- <http://www.untoitpourtoi-mantes.org/>.

4/ À la nature que l'on épuise, ils répondent en s'associant au développement du « bio »,

- les AMAP (Association pour le Maintien de l'Agriculture de Proximité) lient les producteurs et consommateurs (<http://www.reseau-amap.org/>),
- les jardins maraîchers biologiques ont une vocation d'insertion sociale et professionnelle (<http://www.reseaucocagne.asso.fr/>).

« Indignés » et « Impliqués », ne sommes-nous pas appelés à lutter, dès aujourd'hui, contre la mainmise des marchés sur notre vie quotidienne, en faisant nôtres ces nouveaux modes de vie et en contribuant à leur promotion ?

3 - L'ÉCONOMIE AU SERVICE DE L'HOMME

Analyse économique

COMPRENDRE ET DISCERNER

« L'économie n'existe pas sans les hommes qui la façonnent, en vivent et l'orientent »

L'économie n'est en elle-même ni bonne, ni mauvaise, ni solidaire, ni exploiteuse, ni de gauche, ni de droite. Elle est ce que les hommes en font. Par leurs pratiques, leurs comportements, ils lui donnent sa finalité. Elle n'existe pas sans les hommes qui la façonnent, en vivent et l'orientent. Elle dépend de nous et nous dépendons d'elle.

« L'objet de l'économie est la formation de la richesse et son accroissement progressif, en termes non seulement quantitatifs, mais qualitatifs : tout ceci est moralement correct si l'objectif est le développement global et solidaire de l'homme et de la société au sein de laquelle il vit et travaille. En effet, le développement ne peut pas être réduit à un simple processus d'accumulation de biens et de services. » Compendium de la Doctrine Sociale de l'Église, 334

« La doctrine sociale de l'Église insiste sur la connotation morale de l'économie (...) Le rapport entre morale et économie est nécessaire et intrinsèque : activité économique et comportement moral sont intimement liés l'un à l'autre (...) C'est l'homme en effet qui est l'auteur, le centre et le but de toute la vie économique-sociale. » Compendium de la Doctrine Sociale de l'Église, 330-331

Les « Trente Glorieuses » : plein emploi et classes moyennes

Les « Trente glorieuses », issues de la reconstruction de l'après-guerre, ont enclenché une véritable mutation de la société française. Largement rurales, la France et l'Europe de l'Ouest passent à la pointe des technologies industrielles (nucléaire, transports, chimie, aéronautique, agriculture intensive). Ce développement permet à notre pays de mener deux guerres coloniales, d'accueillir sans difficulté un million de rapatriés d'Afrique du Nord, et d'absorber dans ses usines les ouvriers délaissés du secteur primaire. C'est l'époque du plein emploi. Toute une classe moyenne issue des milieux ouvriers voit le jour, devient propriétaire et jouit

des nouveaux produits (téléphone, électroménager, radio, télévision, disques). Ce boom économique semble garantir aux enfants une vie meilleure que celle de leurs parents. L'ascenseur social est en marche. La Sécurité Sociale, les allocations familiales, l'accès plus large à l'enseignement permettent une amélioration de la santé et de l'éducation. Le nombre accru de bacheliers et d'étudiants en supérieur permet aux fils d'ouvriers et d'agriculteurs d'accéder aux meilleures écoles. Par la suite, le système se grippera en raison même de cet afflux. L'intégration sociale par l'école des classes défavorisées ou issues de l'immigration sera limitée. En attendant, la durée de vie s'allonge. Tout laisse à penser que la pauvreté et la maladie relèvent du passé.

« La doctrine sociale de l'Église a toujours soutenu que la justice se rapporte à toutes les phases de l'activité économique, parce qu'elle concerne toujours l'homme et ses exigences. La découverte des ressources, les financements, la production, la consommation et toutes les autres phases du cycle économique ont inéluctablement des implications morales. Ainsi toute décision économique a-t-elle une conséquence de caractère moral. » Encyclique Caritas in Veritate, 37

Trois bombes imprévues vont bouleverser ces équilibres

La première bombe est politique et culturelle. Les « événements » de 1968 renversent un certain nombre de valeurs établies : respect de l'autorité, devoir du travail, confiance dans les institutions. De nouvelles valeurs sont en vogue : liberté de chacun, recherche du développement et de l'épanouissement personnels, amorce de la prise en compte des dégâts sur l'environnement.

La deuxième bombe est économique et industrielle. L'augmentation des prix du pétrole et la raréfaction de cette énergie, jusque-là bon marché, entraînent une mutation sans précédent de la production

industrielle et de la consommation des ménages. Grâce à des technologies nouvelles, notamment les communications et l'informatique, les vieilles industries doivent se transformer pour produire à moindre coût. Des économies drastiques dans la consommation énergétique pétrolière poussent à développer l'énergie nucléaire et à rechercher des modes de production plus adaptés.

La troisième bombe est financière. La montée en puissance de la sphère financière, avec la prise du pouvoir par les financiers et les actionnaires dans l'industrie et le commerce, accentuent cette recherche de rentabilité et de productivité parfois au-delà du raisonnable.

Pour moderniser et adapter l'outil de production toujours plus coûteux, le seul paramètre disponible est le personnel. Les « plans sociaux » mettent à l'écart des milliers de personnes. Parallèlement, les firmes allègent leur masse salariale en externalisant certains de leurs services vers une sous-traitance beaucoup moins protectrice de ses salariés. Pour finir, les délocalisations se multiplient vers l'Asie ou, après la chute du communisme, vers les pays d'Europe centrale et orientale qui découvrent l'économie de marché et le libéralisme économique.

« La crise économique mondiale avec ses répercussions dans toutes les régions du globe nous force à reconnaître que l'horizon des problèmes est de plus en plus un horizon mondial. Les centaines de millions d'êtres humains affamés ou sous-alimentés, qui eux aussi ont droit à sortir de leur pauvreté, doivent nous faire comprendre que la réalité fondamentale, c'est désormais l'humanité tout entière. Il existe un bien commun qui ne saurait plus se limiter à un compromis plus ou moins satisfaisant entre des revendications particulières ou entre des exigences uniquement économiques. De nouveaux choix éthiques s'imposent ; une nouvelle conscience mondiale doit être formée ; chacun, sans renier ses appartenances et ses enracinements dans sa famille, son peuple et sa nation, ni les obligations qui en découlent, doit se considérer comme membre de cette grande famille, la communauté mondiale. » Message de Jean-Paul II à la conférence internationale du travail en 1982, 10

Les effets sur l'emploi et sur la société

La précarité des emplois à durée déterminée entre dans le paysage social et le chômage devient structurel. La mise en place de machines évoluées et de techniques sophistiquées requiert moins de personnel et exige des techniciens mieux et plus formés aux dépens des plus âgés et des moins instruits. L'éducation fondée sur la sélection des meilleurs écarte de plus en plus de jeunes. Les jeunes de parents immigrés et les jeunes des banlieues en sont les premières victimes. Le secteur tertiaire se développe : l'informatique, la banque et la santé sont à la pointe de cette évolution. L'agriculture de plus en plus mécanisée et informatisée réduit considérablement le nombre de paysans. Chaque semaine en France, 200 fermes disparaissent et 1 300 hectares de terres fertiles

sont recouverts de béton ou de bitume, soit l'équivalent d'une surface comme Paris qui disparaît tous les deux mois !

« Nous avons le droit et le devoir de considérer l'homme non pas en tant qu'il est utile ou inutile au travail, mais d'envisager le travail dans sa relation avec l'homme, avec chaque homme, de considérer le travail pour autant qu'il est utile ou inutile à l'homme. »

« La recherche des solutions, que ce soit au niveau d'une nation ou au niveau de la communauté mondiale, devra s'inspirer du critère du travail humain compris comme un droit et une obligation pour tous, du travail humain qui exprime la dignité de la personne humaine et même l'accroît. De plus, la recherche des solutions devra être portée par la solidarité entre tous. Oui, la solidarité est ici encore la clé du problème de l'emploi. » Message de Jean-Paul II à la conférence internationale du travail en 1982, 7 et 12

Le travail se transforme

Le salarié est soumis à des contraintes de plus en plus fortes et le nombre des chômeurs augmente. Les réformes des modes de travail cherchent de nouvelles réponses à ces situations : réduction du temps de travail, temps partiel, heures supplémentaires, intérim.

« On ne peut omettre de souligner le lien étroit existant entre pauvreté et chômage. Dans de nombreux cas, la pauvreté est le résultat de la violation de la dignité du travail humain, soit parce que les possibilités de travail sont limitées (chômage ou sous-emploi), soit parce qu'on mésestime les droits qui en proviennent, spécialement le droit au juste salaire, à la sécurité de la personne du travailleur et de sa famille (...) Que veut dire le mot « décent » lorsqu'il est appliqué au travail ? Il signifie un travail qui, dans chaque société, soit l'expression de la dignité essentielle de tout homme et de toute femme: un travail choisi librement, qui associe efficacement les travailleurs, hommes et femmes, au développement de leur communauté; un travail qui, de cette manière, permette aux travailleurs d'être respectés sans aucune discrimination ; un travail qui donne les moyens de pourvoir aux nécessités de la famille et de scolariser les enfants, sans que ceux-ci ne soient eux-mêmes obligés de travailler ; un travail qui permette aux travailleurs de s'organiser librement et de faire entendre leur voix ; un travail qui laisse un temps suffisant pour retrouver ses propres racines au niveau personnel, familial et spirituel ; un travail qui assure aux travailleurs parvenus à l'âge de la retraite des conditions de vie dignes. » Encyclique Caritas in Veritate, 63

De nouvelles solidarités

La pauvreté se voit maintenant sur les trottoirs européens. Les pauvres ne sont plus seulement ceux qui n'ont plus de travail mais aussi ceux qui travaillent trop peu pour vivre décemment : les travailleurs pauvres sont de plus en plus nombreux.

ÉLÉMENTS DE COMPRÉHENSION

L'économie est l'activité humaine qui consiste en la production, la distribution, l'échange et la consommation de biens et de services.

La microéconomie étudie le comportement individuel des agents économiques. Elle traite des questions telles que la richesse et donc le profit, l'énergie nécessaire pour une industrie, la pauvreté etc.

La macroéconomie étudie les choix des individus (tous et non un seul), des entreprises et des gouvernements sur l'économie nationale et mondiale

Les sciences économiques font partie des sciences humaines et sociales qui analysent et expliquent les modalités selon lesquelles un individu ou une société affecte des moyens limités à la satisfaction de besoins nombreux et illimités.

La dignité de l'homme se trouve sévèrement blessée. Face à la pression de la rentabilité des cas de harcèlement moral se multiplient.

Heureusement, des chefs d'entreprise cherchent à préserver le difficile équilibre entre dignité des travailleurs, justice sociale et exigences du marché. A la suite de suicides au travail, de grandes entreprises revoient le mode de gestion de leurs salariés, en cherchant à prendre plus en compte leurs capacités et leur parcours personnel.

Des organisations de solidarité aident les plus démunis et inventent des solutions : logements sociaux, microcrédit, accueil des SDF.

« Le marché international des capitaux offre aujourd'hui une grande liberté d'action. Il est vrai cependant que l'on prend toujours davantage conscience de la nécessité d'une plus ample « responsabilité sociale » de l'entreprise. (...) La gestion de l'entreprise ne peut pas tenir compte des intérêts de ses seuls propriétaires, mais aussi de ceux de toutes les autres catégories de sujets qui contribuent à la vie de l'entreprise : les travailleurs, les clients, les fournisseurs des divers éléments de la production, les communautés humaines qui en dépendent. Ces dernières années, on a vu la croissance d'une classe cosmopolite de managers qui, souvent, ne répondent qu'aux indications des actionnaires de référence, constitués en général par des fonds anonymes qui fixent de fait leurs rémunérations. Cela n'empêche pas qu'aujourd'hui il y ait de nombreux managers qui, grâce à des analyses clairvoyantes, se rendent compte toujours davantage des liens profonds de leur entreprise avec le territoire ou avec les territoires où elle opère. » Encyclique Caritas in Veritate, 40

La finance solidaire, basée sur une conception renouvelée de l'épargne, se développe et finance de plus en plus de projets économiques innovants, qui associent création d'emploi, logement social, protection de l'environnement et développement international. Des produits financiers « éthiques » excluant de leur portefeuille des actions de sociétés dont la production est jugée contraire à l'intérêt général ou aux droits des travailleurs sont maintenant proposés aux clients des banques.

« Une réglementation de ce secteur qui vise à protéger les sujets les plus faibles et à empêcher des spéculations scandaleuses, tout comme l'expérimentation de formes nouvelles de finance destinées à favoriser des projets de développement sont des expériences positives qu'il faut approfondir et encourager, en faisant appel à la responsabilité même de l'épargnant. L'expérience de la microfinance elle aussi, qui s'enracine dans la

réflexion et dans l'action de citoyens humanistes doit être renforcée et actualisée, surtout en ces temps où les problèmes financiers peuvent devenir dramatiques pour les couches les plus vulnérables de la population qu'il faut protéger contre les risques du prêt usuraire ou du désespoir.» Encyclique Caritas in Veritate, 65

Les entreprises d'insertion, les coopératives de production, les entrepreneurs sociaux proposent des formes nouvelles de travail.

Mais les jeunes non diplômés et les salariés âgés sont les premières victimes de la crise économique. Redonner dignité, sécurité et dynamisme à ceux qui les ont perdus est une tâche prioritaire des chrétiens, pour remettre l'homme au cœur de notre économie. Dans toutes les entreprises, des hommes et des femmes se battent au quotidien de façon plus ou moins visible pour œuvrer dans ce sens.

« Cette fraternité, les hommes pourront-ils jamais la réaliser par eux seuls ? La société toujours plus globalisée nous rapproche, mais elle ne nous rend pas frères. La raison, à elle seule, est capable de comprendre l'égalité entre les hommes et d'établir une communauté de vie civique, mais elle ne parvient pas à créer la fraternité. (...) L'importance de cet objectif est telle qu'elle exige que nous la comprenions pleinement et que nous nous mobilisions concrètement avec le « cœur », pour faire évoluer les processus économiques et sociaux actuels vers des formes pleinement humaines. » Encyclique Caritas in Veritate, 19-20

REPÈRES

Pour que l'économie serve la personne humaine, il est nécessaire qu'elle garde un caractère moral, c'est-à-dire qu'elle soit orientée vers le développement intégral et solidaire de chacun. Cette question est devenue mondiale, elle concerne le respect de la dignité de chaque personne et appelle à davantage de justice. L'accroissement des inégalités reste une menace et freine la réalisation d'une authentique fraternité.

LA CRISE EN CHIFFRES

Yvelines : 10% de l'activité économique Ile de France, 2.2% de l'activité économique française.
Chômage 3^e trimestre 2011 : 9,3% France, 8,3% IDF, 6,8% Yvelines

Exemples à suivre

AGIR

L'emploi est au cœur des préoccupations des citoyens. Que pouvons-nous faire pour aider les personnes dont la dignité n'est plus reconnue par l'économie ? Quelles actions pouvons-nous entreprendre sur les effets et surtout les causes de ces situations douloureuses ?

1/ A titre personnel

• *Nous engager comme bénévoles dans des associations qui aident les demandeurs d'emploi :*

- Solidarités Nouvelles contre le Chômage (SNC), 7 groupes dans les Yvelines (www.snc.asso.fr),
- Solidarités Cadres Yvelines (www.scy.org),
- Oser 78 (www.oser78pourleemploi.org),
- Associations qui permettent à des demandeurs d'emploi, même peu qualifiés, de créer une petite entreprise commerciale, artisanale ou de service et/ou de recourir au micro crédit :
 - . Suzanne Michaud (oeuvres-uof.org/suzannemichaux),
 - . Service des créateurs d'emploi du Secours Catholique (yvelines.secours-catholique.org),
 - . Association pour le Droit à l'Initiative Economique (adie.org),

• *Aider les jeunes : parrainage et entraide s'appuyant sur la solidarité interparoissiale et visant à favoriser leur insertion professionnelle, selon le décret synodal Dg.*

Face à la très grande difficulté pour les jeunes de Mantes de trouver des stages ou contrats d'apprentissage, les paroisses de Saint Jean-Baptiste de Mantes et Sainte Pauline du Vésinet proposent un accompagnement des jeunes en recherche de stage ou de contrat d'apprentissage :

- aide ajustée selon les diplômes (BAC&BTS / BEP),
- mise en place d'un réseau « professionnel », le réseau personnel étant limité,
- ateliers autour de la prise de parole, la révision du CV, la préparation d'un entretien,
- accompagnement personnalisé qui puisse s'installer dans la durée avec le jeune accompagné.

• *Nous impliquer financièrement :*

- par des dons à ces associations,
- en souscrivant des produits de partage solidaire,

• *Avoir recours à des associations intermédiaires :*

- Chantiers Yvelines (www.chantiers-yvelines.fr),
- Réagir ! L'économie solidaire (www.reagir.info).

Elles proposent un emploi, mais aussi un accompagnement et une formation favorisant l'insertion sociale et professionnelle de personnes souvent exclues du monde du travail.

C'est devenir acteur de l'économie sociale et solidaire que d'utiliser les services de ménage, jardinage, manutention, travaux d'entretien... proposés par ces associations, sans recourir au travail non déclaré.

• *Soutenir par notre engagement et notre vote les partis qui placent l'homme au cœur de l'économie.*

2/ Dans notre entreprise

• *Appliquer l'engagement n° 10 du Pacte Civique (www.pacte-civique.org) :*

Donner au respect des personnes une importance au moins égale au souci de rentabilité, réduire l'échelle des revenus, et renforcer la responsabilité sociale et environnementale dans le cadre d'une gouvernance élargie.

• *Nous laisser interpellé/questionné par le social-business :*

Ce modèle d'entreprise, développé par M. Yunus, ne réalise pas de pertes, ne distribue pas de dividendes et se consacre entièrement à la réalisation d'un objectif social (www.muhammadyunus.org/In-the-Media/reinventer-lentreprise-grace-au-social-business).

REPÈRES

La solidarité : concept d'origine juridique popularisé par le mouvement ouvrier au XIX^e siècle. Elle suppose que des personnes s'engagent sur un pied d'égalité à assumer une charge de responsabilité.

La fraternité, c'est se sentir proche de l'autre au point de le reconnaître comme frère.

Grande valeur républicaine, elle nous invite comme fils de Dieu à aller vers chacun sans discrimination.

La charité est un amour inconditionnel et gratuit pour Dieu et notre prochain.

« La charité dépasse la justice, parce que aimer c'est donner, offrir du bien à l'autre; mais elle n'existe jamais sans la justice qui amène à donner à l'autre ce qui est sien. » Caritas in Veritate 6

4 - VIVRE ENSEMBLE, NOTRE RICHESSE COMMUNE

Analyse économique

COMPRENDRE ET DISCERNER

La terre vue de la lune apparaît comme elle est : une boule bleue perdue dans le cosmos, parmi des milliards et des milliards d'autres galaxies. Sur cette boule vivent sept milliards d'êtres humains et des milliards d'autres êtres vivants. L'eau, les plantes, les sols, les climats... constituent notre cadre de vie. Vie individuelle, mais aussi vie collective. La recherche des conditions optimales pour s'épanouir individuellement et ensemble a toujours été la préoccupation des habitants du monde. C'est par des organisations politiques et sociales qu'elle s'est exprimée. Si cette quête incessante a pu amener des guerres et esclavages, elle a aussi été source de progrès économique, avancées sociales, protection des plus faibles. C'est là le bien commun de l'humanité, qui se décline différemment selon les pays, les cultures, les religions, les géographies et les histoires.

« À côté du bien individuel, il y a un bien lié à la vie en société : le bien commun. C'est le bien du 'nous tous' constitué d'individus, de familles et de groupes intermédiaires qui forment une communauté sociale. Ce n'est pas un bien recherché pour lui-même, mais pour les personnes qui font partie de la communauté sociale. » Caritas in Veritate, 7

Une histoire commune source de progrès et de conflits

Au cours des derniers siècles, surtout le XX^e, notre histoire commune a vu naître et se développer les plus grands progrès scientifiques, de grands mouvements de libération et des progrès collectifs dans l'organisation politique du monde. La création de l'ONU, de la Banque mondiale et du FMI, la mise en place progressive de l'Union Européenne et de bien d'autres institutions encore sont la marque incontestable de ces progrès.

« La technique – il est bon de le souligner – est une réalité profondément humaine, liée à l'autonomie et à la liberté de l'homme. La technique permet de dominer la matière, de réduire les risques, d'économiser ses forces et d'améliorer les conditions de vie. Elle répond à la vocation même du travail humain : par la technique, œuvre de son

génie, l'homme reconnaît ce qu'il est et accomplit son humanité. » Caritas in Veritate, 69

A côté de cela, les découvertes techniques ont aussi contribué aux plus grands massacres de l'humanité (notamment avec la bombe nucléaire et les chambres à gaz), et au développement de catastrophes naturelles. Le partage du monde en deux blocs antagonistes a entraîné des conflits locaux, limités mais brutaux. La décolonisation a libéré des peuples entiers, sans être exempte de combats violents et de comportements dégradants.

« Le développement technologique peut amener à penser que la technique se suffit à elle-même, quand l'homme, en s'interrogeant uniquement sur le comment, omet de considérer tous les pourquoi qui le poussent à agir. C'est pour cela que la technique prend des traits ambigus (...) La liberté humaine n'est vraiment elle-même que lorsqu'elle répond à la fascination de la technique par des décisions qui sont le fruit de la responsabilité morale. Il en résulte qu'il est urgent de se former à la responsabilité éthique dans l'usage de la technique. » Caritas in Veritate, 70

La paix et l'équilibre sont nécessaires au bien commun

La cohésion sociale, condition indispensable au progrès de chacun et de tous, nécessite la paix et l'équilibre dans les relations entre groupes sociaux et ethniques, la justice dans le partage des biens et l'accession au progrès.

« Le chômage entraîne aujourd'hui des aspects nouveaux de non-sens économique et la crise actuelle ne peut qu'aggraver une telle situation. La mise à l'écart du travail pendant une longue période, tout comme la dépendance prolongée vis-à-vis de l'assistance publique ou privée, minent la liberté et la créativité de la personne ainsi que ses rapports familiaux et sociaux avec de fortes souffrances sur le plan psychologique et spirituel. Je voudrais rappeler à tous, et surtout aux gouvernants engagés à donner un nouveau profil aux bases économiques et sociales du monde, que l'homme, la personne, dans son intégrité, est le

premier capital à sauvegarder et à valoriser : En effet, c'est l'homme qui est l'auteur, le centre et la fin de toute la vie économique-sociale. » Caritas in Veritate, 25

Or la cassure s'élargit entre peuples riches et pays pauvres, personnes nanties et exclues, et entraîne inéluctablement la perte progressive du bien commun, source de toute civilisation.

Pour asseoir la liberté et l'indépendance de chacun, la propriété d'une partie du sol et des biens de la terre est reconnue par le droit de la plupart des pays.

Le droit de propriété, une responsabilité

« Lorsqu'elle concilie le droit de propriété avec les exigences de l'intérêt général, l'autorité publique, loin de se montrer l'ennemie de ceux qui possèdent, leur rend un bienveillant service ; ce faisant, elle empêche en effet la propriété privée (...) d'entraîner des maux intolérables et de préparer ainsi sa propre disparition. Loin d'opprimer la propriété, elle la défend ; loin de l'affaiblir, elle lui donne une nouvelle vigueur. » Quadragesimo Anno, 54

Beaucoup d'organisations politiques et sociales butent dans la difficile répartition des droits de chacun. Certaines érigent le droit de propriété en dogme et s'opposent à toute limitation de l'usage ou même de l'abus des propriétaires. D'autres, pour éviter les injustices qui en découlent, ont promu la propriété collective ou étatique. Dans ces deux situations, le bien commun nécessaire à l'épanouissement des personnes dans toutes leurs dimensions est excessivement restreint.

« On ne voit pas comment les nations riches pourraient prétendre accroître leurs propres revendications matérielles si la conséquence pour les autres en est, soit de rester dans la misère, soit de risquer la destruction éventuelle des bases physiques de la vie planétaire. Ceux qui sont déjà riches doivent donc accepter des styles de vie moins matérialistes, entraînant moins de gaspillage, afin d'éviter la destruction du patrimoine qu'ils sont appelés à partager en toute justice avec le reste de l'humanité. » Justitia in Mundo, 73

Les propriétaires ont une tendance naturelle à abuser de leur situation et renchérir les coûts, surtout en cas de pénurie. C'est le rôle primordial des pouvoirs publics, garants de l'intérêt général, de maintenir l'équilibre qui protège les faibles du comportement des puissants et maintient la stabilité sociale, souvent fragilisée.

La confiscation des ressources naturelles

L'eau, les forêts, les richesses du sous-sol, sont parfois accaparées par de puissantes compagnies,

aidées par la force militaire ou politique de certains États qui lèsent les populations locales. L'exploitation industrielle et excessive de ces biens est source de pollution et de disparition ou raréfaction des espèces animales et végétales. La domination des biens naturels par de grands intérêts financiers les détourne de leur usage premier : que chacun puisse accéder aux biens les plus indispensables comme la nourriture, le vêtement, le logement.

« Il est souhaitable que la communauté internationale et chaque gouvernement sachent contrecarrer efficacement les modalités d'exploitation de l'environnement qui s'avèrent néfastes. Il est par ailleurs impératif que les autorités compétentes entreprennent tous les efforts nécessaires afin que les coûts économiques et sociaux dérivant de l'usage des ressources naturelles communes soient établis de façon transparente et soient entièrement supportés par ceux qui en jouissent et non par les autres populations ou par les générations futures. » Caritas in Veritate, 50

Les tentatives de solutions

Des conférences, à Rio de Janeiro, puis à Johannesburg, ont abouti au protocole de Kyoto, traité international visant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Reçu et appliqué différemment dans les pays, ce traité lance une réflexion nouvelle à poursuivre au niveau étatique mondial.

Mais les pouvoirs publics ne sont pas seuls à vouloir réagir. Depuis une trentaine d'années, des efforts réels sont faits par les particuliers. Tri des déchets, économies d'énergie, développement de l'agriculture biologique, sont des exemples parmi d'autres qui montrent la part essentielle des citoyens dans la sauvegarde de la nature.

« La demande d'une existence plus satisfaisante qualitativement et plus riche est en soi légitime. Mais on ne peut que mettre l'accent sur les responsabilités nouvelles et sur les dangers liés à cette étape de l'histoire. Dans la manière dont surgissent les besoins nouveaux et dont ils sont définis, intervient toujours une conception plus ou moins juste de l'homme et de son véritable bien. Dans les choix de la production et de la consommation, se manifeste une culture déterminée qui présente une conception d'ensemble de la vie. C'est là qu'apparaît le phénomène de la consommation. Quand on définit de nouveaux besoins et de nouvelles méthodes pour les satisfaire, il est nécessaire qu'on s'inspire d'une image intégrale de l'homme qui respecte toutes les dimensions de son être et subordonne les dimensions physiques et instinctives aux dimensions intérieures et spirituelles. » Centesimus Annus, 36

ÉLÉMENTS DE COMPRÉHENSION

- *L'écologie* est la science ayant pour objet les relations des êtres vivants (animaux, végétaux, micro-organismes) avec leur environnement, ainsi qu'avec les autres êtres vivants.

- *L'écologie humaine* est la partie de l'écologie qui étudie l'espèce humaine, l'activité organisée, sociale et individuelle de cette espèce, sa culture et son environnement dans la biosphère.

- *Le développement durable* est une nouvelle conception de l'intérêt public appliquée à la croissance économique mondiale, pour prendre en compte ses effets environnementaux et sociaux sur l'ensemble de la planète. Ce concept a été créé en 1987 dans un rapport destiné à l'ONU. Il vise à introduire une solidarité entre les générations actuelles et futures.

« Nous n'héritons pas de la Terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants ».
St Exupéry

**LA CRISE
EN 6 DATES**

Protocole de Kyoto: 1997

Sommets de la terre: Stockholm 1972, Nairobi 1982, Rio de Janeiro 1992, Johannesburg 2002, Durban 2011.

Le lien entre consommation et appauvrissement

Si les solutions sont d'évidence politiques et internationales, le poids des personnes et des groupes qui consomment, achètent, produisent est déterminant, chacun à leur échelle. L'action des uns soutient et détermine l'action des autres, en vue du bien commun, source de toute harmonie commune. De plus en plus de personnes, associations, villes, entreprises s'engagent dans cette voie. Osons les rejoindre !

« Il est bon que les personnes se rendent compte qu'acheter est non seulement un acte économique mais toujours aussi un acte moral. Le consommateur a donc une responsabilité sociale précise qui va de pair avec la responsabilité sociale de l'entreprise. Les consommateurs doivent être éduqués en permanence sur le rôle qu'ils jouent chaque jour et qu'ils peuvent exercer dans le respect des principes moraux, sans diminuer la rationalité économique intrinsèque de l'acte d'acheter. » Caritas in Veritate, 66

Exemples à suivre

AGIR

Le pacte civique,

(<http://www.pacte-civique.org/PlanetE>) Dans son appel à des personnes et organisations à se transformer et à transformer la société pour inventer un futur désirable pour tous, le pacte civique propose notamment des pistes pour un développement juste et sobre. Les questions du changement climatique, de l'énergie et de l'alimentation mettant aujourd'hui en danger la survie de l'humanité, exigent une évolution radicale de notre modèle de société, qui ne pourra s'opérer que par la convergence d'initiatives individuelles et d'actions collectives, répondant à des impératifs de sobriété, créativité, justice, fraternité.

Engagements individuels proposés

- Investir dans l'isolation de son logement et le développement d'énergies renouvelables décentralisées,
- Minimiser les transports,
- Utiliser les transports en commun et les modes doux,
- Consommer les produits locaux et limiter la consommation de viande,
- Utiliser les circuits équitables,
- Privilégier l'achat de biens d'équipements durables et résister à la mécanisation à outrance,
- Participer, dans les groupes collectifs dont nous faisons partie (associations, collectivités, partis politiques, syndicats, ONG...), à la délibération collective et à l'innovation sociale.

Quelques-uns des engagements collectifs proposés

- Au sein des entreprises :
 - Faire du bilan carbone un outil de décision,
 - Mettre en place un plan de déplacement d'entreprise, favoriser le covoiturage.

• Au sein des communes :

- Initier ou prolonger les projets Agenda 21, plans climat territoriaux, éco-quartiers,
- Investir dans l'isolation des bâtiments publics, appliquer les normes HQE sur les nouveaux bâtis,
- Développer les transports en commun et les modes doux,
- Opter pour la valorisation énergétique des déchets,
- Favoriser la commercialisation de produits agricoles en circuits courts,
- Participer à la coopération décentralisée (jumelages, transfert de savoir-faire).

Initiatives en Yvelines

Dans la vallée de Chevreuse, au Prieuré assomptionniste de St-Benoît à St-Lambert-des-Bois, une réflexion est initiée depuis cinq ans autour des questions liées aux urgences écologiques contemporaines. Un groupe de réflexion conjugue paroles et actions.

Contact : P. Nicolas Tarralle, tarralle@yahoo.fr.

Des sites internet permettent de poursuivre la réflexion :

- Port Royal (<http://www.centre-port-royal.com/>)
- Les cahiers de St-Lambert (<http://soutenezlescahiers.wordpress.com/>)
- Le rESo rencontre Ecologie et Solidarité (<http://saintlambert.wordpress.com/>)
- Eglises et écologie (<http://ecologyandchurches.wordpress.com/>)
- 11 minutes pour écouter un souffle nouveau (<http://www.atd-quartmonde.fr/Film-Developpement-durable-evitons.html>)
- Diaconia 2013 lance le mouvement "écolocatho" (<http://diaconia2013.fr/category/ecolocatho/>)
- Forum et projets développement durable (<http://forumprojetsdd.org/developpement-durable/category/accueilnew/>)

REPÈRES

Le bien commun est l'ensemble des conditions sociales qui permettent aux groupes et à chacun de leurs membres d'atteindre leur perfection. La destination universelle des biens rappelle qu'ils appartiennent à Dieu et que nous n'en sommes momentanément que les régisseurs.

Bien commun et destination universelle des biens sont deux des cinq principes de la doctrine sociale de l'Eglise proposés pour organiser une société juste au service de la personne humaine.

5. SOLIDARITÉ ET FRATERNITÉ

Analyse économique

COMPRENDRE ET DISCERNER

La solidarité naturelle

La solidarité naît quand on ne peut se passer les uns des autres. Impérativement. L'aviron de compétition a besoin de tous ses rameurs, la barque en perdition aussi. La cordée en montagne garantit la sauvegarde des grimpeurs. Tous ont le même but et comptent les uns sur les autres. La défaillance d'un seul met en péril tous les autres. Ce qui est vrai pour un petit groupe l'est aussi à des échelles plus grandes. Un village, un quartier peuvent se mobiliser pour organiser un covoiturage, une fête, l'aide aux personnes âgées. Au niveau d'une région, à plus forte raison d'un pays, d'un continent ou de la planète, c'est plus difficile. Et pourtant le sentiment d'être habitant d'un même lieu, d'un même département, d'une même province, d'une même nation, d'une même terre, est parfois ressenti fortement lors de catastrophes naturelles ou de guerres. La défense d'un territoire contre un envahisseur ou un cataclysme mobilise volontaires et ressources. La solidarité se fonde alors sur la certitude que la survie de chacun passe par l'engagement de tous, ou au moins du plus grand nombre. Cette solidarité d'occasion naît de l'épreuve d'occasion. Il en est autrement pour l'organisation permanente de la solidarité, c'est-à-dire pour l'organisation la plus équitable de la vie collective.

« Quand (notre) interdépendance est reconnue, la réponse correspondante, comme attitude morale et sociale et comme « vertu », est la solidarité. Celle-ci n'est donc pas un sentiment de compassion vague ou d'attentisme superficiel pour les maux subis par tant de personnes proches ou lointaines. Au contraire, c'est la détermination ferme et persévérante de travailler pour le bien commun, c'est-à-dire pour le bien de tous et de chacun parce que tous nous sommes vraiment responsables de tous. Une telle détermination est fondée sur la ferme conviction que le développement intégral est entravé par le désir de profit et la soif de pouvoir. » Sollicitudo Rei Socialis, 38

La solidarité organisée

Dans l'histoire, cette notion n'était pas familière aux États et la charité individuelle ou collective tentait de répondre aux besoins des plus malheureux. Au cours des siècles, les religions, en particulier l'Église catholique, ont élaboré des instruments d'assistance et de secours. Les hospices, les écoles, les premiers secours, puis dans le domaine financier les monts de piété, ont sauvé des milliers de vies, instruit des millions d'enfants, assisté des foules de déshérités. Au nom de la charité pour les croyants, de la bienveillance pour d'autres, des institutions dont beaucoup prospèrent encore ont répondu à la misère et à l'angoisse.

Le XIX^e siècle a connu une sécularisation progressive de ces organismes. L'État, centralisateur en France ou fédéral ailleurs, prend progressivement à son compte l'assistance pour tous et la sécurité de tous. L'école obligatoire, la création des hôpitaux publics, l'organisation d'un système de santé, la transformation des monts de piété en crédits municipaux procèdent de cette évolution. Parallèlement, l'initiative de syndicats et d'organisations chrétiennes pousse à la création des premières caisses mutuelles de secours et de retraites, qui a été plus rapide en Allemagne sous la volonté de Bismarck. Des chrétiens ou syndicalistes, parfois les mêmes, créent les premières banques coopératives ou mutuelles, pour permettre aux ouvriers et aux pauvres d'avoir accès au crédit.

« La pratique de la solidarité à l'intérieur de toute société est pleinement valable lorsque ses membres se reconnaissent les uns les autres comme des personnes. Ceux qui ont plus de poids, disposant d'une part plus grande de biens et de services communs, devraient se sentir responsables des plus faibles et être prêts à partager avec eux ce qu'ils possèdent. De leur côté, les plus faibles, dans la même ligne de la solidarité, ne devraient pas adopter une attitude purement passive ou destructrice du tissu social, mais, tout en défendant leurs droits légitimes, faire ce qui leur revient pour le bien de tous. » Sollicitudo Rei Socialis, 39

La solidarité institutionnelle

La seconde guerre mondiale, qui ravage l'Europe et appauvrit ses peuples, amène les gouvernements à organiser et nationaliser ces réalisations. La Sécurité Sociale, les allocations familiales, les caisses de retraite, le minimum vieillesse, les allocations-chômage... sont créées à partir des institutions existantes. Le financement de ces institutions est fixé par la loi, prélevé sur les entreprises et leurs salariés. Pour marquer cette orientation, la loi institue une solidarité entre professions et générations. C'est le système par répartition, à la différence du système anglo-saxon par capitalisation, qui privilégie l'assurance individuelle. La solidarité devient institutionnelle et obligatoire. Elle permet de sauver des vies, de soigner la presque totalité de la population, de donner aux personnes âgées un minimum de revenu et de doter les travailleurs d'une retraite décente. Le système mutualiste subsiste, en complément des prestations sociales légales. Comme le service militaire obligatoire qui est une forme particulière de solidarité nationale pour défendre le pays, la Sécurité Sociale s'intègre à la vie quotidienne des Français.

Le plein emploi, issu des Trente Glorieuses, et l'inflation entretenue pour favoriser la croissance, vont jusqu'en 1973 favoriser le fonctionnement de ces systèmes. Cela limite considérablement la pauvreté qui continue de diminuer, lorsqu'au début des années 70 on augmente l'allocation vieillesse, et en 1976 les compensations pour perte d'emploi.

« La solidarité que nous proposons est le chemin de la paix et en même temps du développement. En effet, la paix du monde est inconcevable si les responsables n'en viennent pas à reconnaître que l'interdépendance exige par elle-même que l'on dépasse la politique des blocs, que l'on renonce à toute forme d'impérialisme économique, militaire ou politique, et que l'on transforme la défiance réciproque en collaboration. Cette dernière est précisément l'acte caractéristique de la solidarité entre les individus et les nations. » Sollicitudo Rei Socialis, 39

La solidarité instituée en difficulté

Le premier choc pétrolier marque le début des difficultés dans le domaine social ; l'énergie est chère. L'évolution des industries et le début des délocalisations enclenchent une augmentation sensible du chômage et de la précarité. Le financement des organismes sociaux, basé sur le travail, est affecté par les pertes d'emploi.

L'allongement de la durée de la vie augmente les coûts des soins et des retraites. Le bilan de ces années est largement favorable : augmentation des naissances, recul de l'âge des décès, meilleure santé, protection sociale très avancée. Mais l'Etat « Providence » est difficile à maintenir et à financer. Les individus complètent l'action des pouvoirs publics face aux « nouvelles pauvretés ».

« Le développement des peuples est souvent considéré comme un problème d'ingénierie financière, d'ouverture des marchés, d'abattement de droits, d'investissements productifs et de réformes institutionnelles : en définitive comme un problème purement technique. Tous ces domaines sont assurément importants, mais on doit se demander pourquoi les choix de nature technique n'ont connu jusqu'ici que des résultats imparfaits. La raison doit être recherchée plus en profondeur. Le développement ne sera jamais complètement garanti par des forces, pour ainsi dire automatiques et impersonnelles, que ce soit celles du marché ou celles de la politique internationale. Le développement est impossible, s'il n'y a pas des hommes droits, des acteurs économiques et des hommes politiques fortement interpellés dans leur conscience par le souci du bien commun. » Caritas in Veritate, 71

Le relais de la société civile

D'une certaine façon, c'est la société civile qui a pris le relais. Les organisations de solidarité développent l'accueil et l'aide financière en inventant de nouvelles formes d'action plus adaptées au nouveau contexte : Restos du cœur, banques alimentaires, aide au logement social. La finance solidaire voit le jour et se développe, pour alimenter en ressources financières des entreprises tournées vers l'intérêt général. Le commerce équitable, le microcrédit, le tourisme solidaire révèlent notre imagination pour donner à la solidarité un visage actuel et une efficacité adaptée aux besoins nouveaux.

Une sorte de transfert s'opère, comme si le mouvement du privé vers le public amorcé au début du XX^e siècle s'inversait. La solidarité personnelle, plus ou moins organisée, vient compléter la solidarité institutionnelle.

Mais l'action individuelle ne peut suffire si la justice ne précède pas la charité. La solidarité doit d'abord passer par des décisions politiques, issues des votes des citoyens, accompagnées par l'action fraternelle des personnes.

ÉLÉMENTS DE COMPRÉHENSION

Le premier des Monts-de-piété est créé par un moine en 1462 à Pérouse, pour prêter de l'argent aux plus démunis. Reconnus par le Concile du Latran en 1515, ils sont introduits en France par Théophraste Renaudot, inventeur du premier journal quotidien, et officialisés par Louis XIII en 1643. Ils ont donné naissance au Crédit Municipal.

L'inflation est une baisse durable de la valeur de la monnaie qui fait monter les prix. De 1973 à 1983 l'inflation moyenne a été de 11,09 % en raison de l'augmentation du coût de l'énergie. En 2011, elle a été de 2,1 %.

LA CRISE EN CHIFFRES

1 000 000 d'associations en France, 70 000 créées tous les ans, 16 millions de bénévoles.
Domaines d'action :

- ➔ Sport, Culture, Loisirs : 53 %
- ➔ Éducation, formation : 8 %
- ➔ Défense de droits, d'intérêts et promotion de causes : 16 %
- ➔ Action sociale et caritative, santé : 10 %
- ➔ Religion : 5 %
- ➔ Autre : 8 %

Pour les chrétiens, fils d'un même Père, cette solidarité et cette justice se manifestent par la fraternité et nous invitent à la charité.

« Cette fraternité, les hommes pourront-ils jamais la réaliser par eux seuls ? La société toujours plus globalisée nous rapproche, mais elle ne nous rend pas frères. La raison, à elle seule, est capable de comprendre l'égalité entre les hommes et d'établir une communauté de vie civique, mais elle ne parvient pas à créer la fraternité. Celle-ci naît d'une vocation transcendante de Dieu Père, qui nous a aimés en premier, nous enseignant par l'intermédiaire du Fils ce qu'est la charité fraternelle. » Caritas in Veritate, 19

Propositions pour avancer

AGIR

Si la crise conduit certains au « chacun pour soi », à la recherche de la survie individuelle, elle est aussi à beaucoup d'endroits à l'origine de solidarités nouvelles, sources de lien social et d'un mieux-vivre ensemble...

Nombreux sont les champs d'action qui nous tendent les bras ou dans lesquels certains sont déjà engagés :

- Les solidarités intrafamiliales se développent et permettent, au-delà des aides matérielles, des échanges d'expérience, de savoir-faire et de savoir-être entre des jeunes et des anciens qui valorisent leur rôle social.
- Des mairies veillent à ce que le lien social, notamment intergénérationnel, soit actif et vivant, sans exclusive ni exclusion.
- Avec le service Accueil Vacances Famille du Secours Catholique, 3500 familles en France offrent des vacances à des enfants victimes de difficultés sociales ou matérielles, qui ont besoin d'une relation privilégiée avec des adultes et une famille.
- Des groupes de citoyens se mobilisent au niveau local dans le domaine du logement. L'association Solidarités Nouvelles pour le Logement (SNL) collecte des fonds pour acheter des logements transitoires. Elle installe des personnes qui n'auraient pas pu accéder à un logement classique et les accompagne.
- La mobilité est souvent une condition pour sortir de l'exclusion : les « Autos du cœur » récupèrent le vieux véhicule dont on souhaite se débarrasser et le donnent à des familles de personnes en insertion ou à des retraités à tout petit budget.

Les expressions de solidarité sont nombreuses : à l'égard des générations futures, avec les plus pauvres, entre le Nord et le Sud. Elles se vivent dans nos quartiers, nos associations, nos milieux de travail, nos paroisses : autant de « merveilles » qui s'inscrivent dans l'élan national « Diaconia 2013,

« Vous m'appelez Maître et Seigneur, et vous dites bien, car je le suis. Si donc je vous ai lavé les pieds, moi le Seigneur et le Maître, vous aussi vous devez vous laver les pieds les uns aux autres. Car c'est un exemple que je vous ai donné, pour que vous fassiez, vous aussi comme moi j'ai fait pour vous. En vérité, en vérité, je vous le dis, le serviteur n'est pas plus grand que son maître, ni l'envoyé plus grand que celui qui l'a envoyé. Sachant cela, heureux êtes-vous, si vous le faites. » Jn 13, 13,17

servons la fraternité », qui invite tous les chrétiens, et pas seulement les « mouvements spécialisés dans la charité », à se mettre au service des autres à l'exemple du Christ Serviteur.

AGIR EN DIOCÈSE

Des réseaux de veilleurs de proximité se sont constitués, attentifs aux personnes en situation d'exclusion, de détresse, de pauvreté, de fragilité plus ou moins visible.

Tout près de nous, dans notre rue, notre immeuble, nous pouvons rencontrer des personnes en souffrance, repérer leurs besoins matériels, humains, spirituels... et essayer d'y répondre en faisant du lien entre ces voisins en difficulté et la communauté paroissiale, les services sociaux et les associations.

Être veilleur de proximité, ce n'est pas « faire pour » l'autre, c'est plutôt « faire avec » l'autre et toujours « être » auprès de lui pour l'accompagner. C'est une attitude du cœur qui se manifeste par l'attention, le sourire, la prière et au travers de laquelle chacun donne et reçoit.

Les réseaux de veilleurs de proximité essaient depuis quelques années dans notre diocèse (Poissy, Le Chesnay, La Celle Saint Cloud, Voisins-le-Bretonneux, Marly-le-Roi, Bailly-Noisy).

6. PARTICIPER À UN PROJET COMMUN

Analyse économique

COMPRENDRE ET DISCERNER

Une pédagogie des projets

L'histoire nous offre de nombreux projets de société qui ont rassemblé une majorité de citoyens : la reconstruction du pays après la libération, le développement de l'agriculture et de l'industrie, la création de la Communauté Européenne ont marqué notre pays. De tels projets impliquent plusieurs éléments : la prise de conscience, au moins implicite, d'un besoin à combler ou d'un avantage à acquérir, une volonté politique clairement exprimée, la réunion de moyens humains, financiers et matériels importants, ainsi que des efforts individuels et collectifs librement acceptés. Toutes les sociétés ont connu ou connaissent de tels moments qui exaltent le sentiment d'être unis pour un projet commun. Les changements notables de toute collectivité humaine ont toujours été le fruit de projets réalisés ensemble dans un dessein commun. Les périodes de crise sont des moments favorables pour proposer de la nouveauté. Transformer un inconvénient en avantage est le ressort de toute action novatrice.

« Pour réaliser l'unité qui se cherche et est exigée par une société humaine planétaire, le rôle des médiations est nécessaire pour dépasser un jour les oppositions, les blocs et les structures surannées qui se rencontrent sur le chemin d'une société plus humaine. Une médiation effective comporte la création d'une atmosphère de dialogue. Pour sa réalisation progressive, tous les hommes devraient pouvoir se rencontrer sans être soumis à la contrainte de conditions géopolitiques, idéologiques, socio-économiques ou aux barrières entre générations. Pour restaurer le sens de la vie par l'adhésion aux valeurs authentiques, la participation et le témoignage des jeunes qui montent sont aussi nécessaires que la communication entre les peuples. » Justitia in Mundo, 30-31

D'une société collective d'après-guerre à une société individualiste

Après la seconde guerre mondiale, la Jeunesse Agricole Chrétienne (JAC), sensible à la priorité de l'époque qui est de nourrir le pays encore soumis

au rationnement, se mobilise pour l'augmentation de la production agricole française. Elle mise alors sur les nouvelles techniques de production : mécanisation, engrais...

La JAC permet aussi aux agriculteurs d'organiser la profession par les organismes de gestion, coopératives, mutuelles et syndicats agricoles. Les jeunes paysans prennent alors de grandes responsabilités. En 1960, la majorité des responsables agricoles français et des élus ruraux est issue de la JAC/F.

Mais cet essor de l'agriculture productiviste, fleuron de l'économie française, se trouve contesté : il est soupçonné de polluer les sols, de porter atteinte à l'environnement, et de provoquer la diminution du nombre des agriculteurs.

A son tour, l'industrialisation a été malmenée par les délocalisations et les nouvelles techniques. Le chômage, la précarité, la stagnation ou la baisse du pouvoir d'achat, mais aussi le développement d'un discours sur la réussite individuelle, l'enrichissement rapide et la consommation de masse ont entraîné une perte de confiance et un repli sur soi.

Or on a besoin de l'autre. En Afrique, on ne dit pas « je pense donc je suis » mais « tu existes donc je suis ». Les crises identitaires de notre société ne doivent pas être instrumentalisées au profit de peurs archaïques de l'autre, notamment l'étranger.

« Les membres de l'Église, comme membres de la société civile, ont le droit et le devoir de poursuivre le bien commun comme les autres citoyens. Les chrétiens doivent remplir avec fidélité et compétence leurs tâches terrestres. Ils doivent agir comme levain dans leur vie familiale, professionnelle, sociale, culturelle et politique. Dans tous ces domaines, c'est à eux de prendre leurs propres responsabilités, en se laissant conduire par l'esprit de l'Évangile et l'enseignement de l'Église. Ils témoignent ainsi de la puissance de l'Esprit Saint dans l'action au service de leurs frères, aux points où se jouent leur existence et leur avenir. » Justitia in Mundo, 41

Comment faire la démocratie ?

La démocratie est un projet politique qui s'incarne dans des moments d'histoire avec des personnes réelles et non de simples procédures ni même des valeurs. Elle naît de personnes qui décident d'être unies dans la discorde.

L'humanité n'est pas une somme d'individus et la vie n'est pas individuelle ou collective. Elle prend corps dans des relations au sein de communautés de vie, partage et rencontre : le couple, la famille, l'église, la nation.

Pour vivre ensemble, toute une éducation à la citoyenneté est nécessaire à condition d'être accompagnée d'actes concrets. En effet, c'est à partir de notre capacité à agir en commun qu'on fait démocratie. Cela demande d'accepter les contraintes du temps : si la foi est le goût de l'espérance, la politique est celui de l'avenir.

Locke a assimilé le marché qui s'appuie sur des échanges équilibrés comme régulateur de l'activité politique. Or la vraie créativité et la croissance viennent du don qui permet l'avance sans retour, et développe le sens de la coopération au-delà du marché et de la solidarité obligatoire.

« On ne peut, d'autre part, concevoir la véritable promotion sans reconnaître la nécessité – dans une politique voulue – d'un développement qui comporte à la fois la croissance économique et la participation ; d'un enrichissement qui implique en même temps le progrès social de toute la communauté, dans le dépassement des déséquilibres régionaux et des enclaves de prospérité. Mais la participation elle-même est un droit qui doit être appliqué aussi bien dans le domaine économique que dans le domaine social ou politique. » Justitia in Mundo, 19

Des défis nouveaux

Les défis existent et nous interpellent : écologique, économique, européen, culturel, religieux. Tous ne peuvent s'affronter que par des actions collectives, c'est-à-dire politiques. Les dirigeants de nos pays, quels qu'ils soient, savent qu'ils ne peuvent rien faire sans une adhésion réelle de la majorité de la société. Cette adhésion dépasse largement les clivages politiques et implique un engagement de chacun et de tous. Aucun de ces défis ne peut être résolu sans une volonté commune d'acceptation d'un effort partagé.

Plus que jamais, nous avons devant nous des actions à mener, déterminantes pour notre avenir et celui de nos enfants : sauver et respecter la planète, établir un monde plus juste, ramener confiance et

désir de vivre ensemble, régler les errements financiers, accueillir les migrants et leur reconnaître une place parmi nous, inventer une culture de notre époque où les arts et la communication seront vraiment l'expression collective des hommes de notre temps, domestiquer la technique au service du bien commun.

Déjà des femmes et des hommes y travaillent et y parviennent.

« La crise économique mondiale avec ses répercussions dans toutes les régions du globe nous force à reconnaître que l'horizon des problèmes est de plus en plus un horizon mondial. Les centaines de millions d'êtres humains affamés ou sous-alimentés, qui eux aussi ont droit à sortir de leur pauvreté, doivent nous faire comprendre que la réalité fondamentale, c'est désormais l'humanité tout entière. Il existe un bien commun qui ne saurait plus se limiter à un compromis plus ou moins satisfaisant entre des revendications particulières ou entre des exigences uniquement économiques. De nouveaux choix éthiques s'imposent ; une nouvelle conscience mondiale doit être formée. Chacun, sans renier ses appartenances et ses enracinements dans sa famille, son peuple et sa nation, ni les obligations qui en découlent, doit se considérer comme membre de cette grande famille, la communauté mondiale. » Message à la CIT, 10

L'avenir est un projet

Le grand chantier de l'Europe, parti d'une volonté de réconciliation et construction de la paix, est à poursuivre et entretenir.

Les jeunes sont des acteurs légitimes dans l'invention de nouvelles propositions d'avenir.

Les chrétiens ont de tous temps été les initiateurs de projets innovants. Ils ont un rôle à jouer dans la société, comme signe d'une Eglise « experte en humanité ».

« Être attentifs au monde des jeunes, savoir l'accueillir et le valoriser, n'est pas seulement une opportunité, mais un devoir fondamental de toute la société, pour la construction d'un avenir de justice et de paix. Il s'agit de communiquer aux jeunes une appréciation de la valeur positive de la vie, en suscitant en eux le désir de la dédier au service du Bien. C'est là une tâche qui nous engage tous personnellement. Les préoccupations exprimées par de nombreux jeunes ces derniers temps, dans différentes régions du monde, manifestent le désir de pouvoir regarder l'avenir avec une espérance fondée. Actuellement, les aspects qu'ils vivent avec appréhension sont

ÉLÉMENTS DE COMPRÉHENSION

L'investissement éthique ou socialement responsable finance des entreprises cotées en Bourse, en se basant sur leur performance financière, mais aussi sur leur comportement social et / ou environnemental.

La finance solidaire a les mêmes critères de choix éthiques, mais y ajoute le choix de financer des activités non cotées en Bourse et de forte utilité sociale. Les épargnants acceptent une rémunération moindre et / ou un risque supérieur.

CHIFFRES

En 2010 :

- › Epargne solidaire : 3 150 000 000 €, + 31% sur un an
- › Investissements solidaires : 681 000 000 €
- › Dons produits par l'épargne de partage : 4 970 000 €
- › Investissements éthiques : 68 300 000 000 €, + 35% sur un an

nombreux : le désir de recevoir une formation qui les prépare de manière plus profonde à affronter la réalité, la difficulté de former une famille et de trouver un emploi stable, la capacité effective de participer au monde de la politique, de la culture et

de l'économie pour construire une société ayant un visage plus humain et solidaire. » Message de Benoît XVI pour la Journée mondiale de la Paix 2012, 1

Propositions pour avancer

AGIR

Pour chacun de nous, participer à un projet commun c'est refuser le repli sur soi, la défiance, la recherche d'une réussite qui ne serait qu'individuelle. C'est contribuer à des projets qui visent le bien commun, c'est-à-dire le bien de tous et de chacun.

- Pour les jeunes, les *Scouts et Guides de France* (SGDF) ont bâti un projet éducatif leur proposant de devenir des hommes et des femmes heureux, utiles, artisans de paix et de justice. Le mouvement est un lieu d'apprentissage de la vie en société et de la démocratie. Le projet s'inscrit dans les valeurs évangéliques et favorise la découverte de la foi. (www.sgdfr.fr)
- Les mouvements caritatifs ont une longue expérience dans l'accompagnement des personnes en difficulté. Au-delà des aides matérielles qu'ils peuvent fournir, ils ont à cœur de favoriser la rencontre avec la personne accueillie en lui permettant de grandir humainement et spirituellement.
- Le *Secours Catholique* a récapitulé huit repères mettant en valeur les besoins liés à cet accompagnement
En voici des extraits :
Repère 1 rencontrer la personne et pas seulement distribuer une aide.
Repère 2 promouvoir la personne et la rendre actrice de son développement, lui permettre de changer de regard sur elle-même.
Repère 3 instaurer une relation plus égalitaire. Il s'agit de permettre à la personne de trouver des lieux où elle se sente utile, où elle donne à son tour.
Repère 4 laisser la possibilité d'aborder les questions de sens, les attentes spirituelles, les valeurs.
Repère 5 n'intervenir qu'en dernier recours, faire d'abord jouer toutes les aides publiques possibles.
Repère 6 faire connaître au niveau institutionnel les situations qui se répètent et proposer des réflexions ou pistes de proposition aux pouvoirs publics.
Repère 7 travailler en partenariat avec les associations et institutions, les relations ainsi engagées pouvant s'ouvrir sur une véritable collaboration.

Repère 8 communiquer le sens de notre action qui est plus qu'une distribution de secours.

AGIR EN DIOCÈSE

Dans le diocèse, nombreux sont les projets nous proposant de nous faire proches des personnes isolées, exclues, en grande pauvreté. Parmi ces projets, on peut en citer de façon non exhaustive :

- À Versailles, *RIVE* est un accueil de jour pour des femmes en grande précarité, avec ou sans enfants. Ce projet a été co-construit par le Conseil Général, la Mairie et différentes associations (SOS Accueil, Secours Catholique, Stuart Mill). Il permet à des salariés, bénévoles et personnes accueillies d'expérimenter le vivre ensemble dans le respect des différences et la complémentarité des compétences. (<http://www.versailles.fr/vivre-ma-ville/les-associations/fiche-association/association/association-rive-reseau-inter-partenarial-de-versailles-et-ses-environs>)
- À Maurepas, *Lève-toi et marche* est une association ayant pour but de permettre à des sortants de prison ou des hommes en difficulté, de prendre un nouveau départ en leur apportant un cadre de vie dans un climat fraternel, une rupture avec leur passé, une possibilité de réinsertion à partir d'un travail, de telle sorte qu'ils puissent retrouver leurs droits dans la société. (www.reinsertion.org)
- Dans différentes paroisses, des *Équipes fraternelles* permettent à des personnes « blessées de la vie » de s'exprimer dans un climat convivial et de partager leur situation à la lumière de la Parole de Dieu. Notre Évêque appelle toutes les paroisses à mettre en place ou développer des équipes fraternelles (appel synodal A5) ouvertes à tous ceux et celles qui vivent des galères financières, matérielles, morales, physiques ou psychologiques. Sachons regarder autour de nous pour découvrir toutes les pauvretés. Osons la fraternité en proposant aux plus isolés de nous retrouver ensemble dans ces équipes fraternelles pour mieux retrouver l'espérance.

REPÈRES

L'Église nous enseigne depuis toujours que c'est dans l'Espérance que le présent devient vivable.
« Soyez prêts à rendre compte de l'espérance qui est en vous » (1 P 3,15).
« N'ayez pas peur ! » Jean-Paul II, dans son discours inaugural.
« Celui qui a l'espérance vit différemment, une vie nouvelle lui a déjà été donnée. »
Benoît XVI, Spe Savi

7. RETROUVER LA CONFIANCE

Analyse économique

COMPRENDRE ET DISCERNER

La confiance nécessaire

Le sens commun et les études sociologiques ou économiques font de la confiance la base de toute réussite personnelle ou collective. Le goût du risque et le désir d'entreprendre impliquent confiance en soi, confiance dans les autres et surtout confiance dans l'avenir. Le commerce et l'économie dans leur ensemble sont basés sur la confiance entre producteur et acheteur, vendeur et client, prêteur et emprunteur.

Or, dans une enquête internationale du Word Values Survey classant plusieurs pays en fonction de la confiance que leurs citoyens se portent entre eux ou envers les institutions, la France est en bas de la liste. Seul un quart des français déclare pouvoir faire confiance aux autres.

Que se passe-t-il donc en France pour que nous soyons aussi méfiants envers nous-mêmes ?

« Tout au long des jours, l'homme a de nombreuses espérances, les plus petites ou les plus grandes, variées selon les diverses périodes de sa vie. Parfois il peut sembler qu'une de ces espérances le satisfasse totalement et qu'il n'ait pas besoin d'autres espérances (...) Cependant, quand ces espérances se réalisent, il apparaît clairement qu'en réalité ce n'était pas la totalité. Il paraît évident que l'homme a besoin d'une espérance qui va au-delà. Il paraît évident que seul peut lui suffire quelque chose d'infini, quelque chose qui sera toujours plus que tout ce qu'il peut atteindre. (...) Ainsi, bien qu'un engagement continu pour l'amélioration du monde soit nécessaire, le monde meilleur de demain ne peut être le contenu spécifique et suffisant de notre espérance. » Spe salvi, 30

Installons la confiance

La crise financière et économique, les déceptions politiques, la crainte d'un dérèglement climatique, la raréfaction possible de l'énergie peuvent expliquer ce manque de confiance, comme peut-

être les souvenirs embellis d'un fantasmagique « âge d'or ». L'augmentation du chômage, celui des jeunes et des seniors en particulier, fournit de légitimes sujets d'inquiétude pour l'avenir. La prolongation heureuse de la vie pose la question de la dépendance. La confiance dans les bienfaits des médicaments est ébranlée par de récents scandales dans leur usage. Les explosions de Tchernobyl et de Fukushima sapent la confiance dans le progrès scientifique. La tendance de beaucoup est alors de se cramponner à ses certitudes, ses relations proches, et de ne plus compter que sur soi. Le principe de précaution érigé en loi constitutionnelle entraîne parfois une peur irrationnelle du risque et de celui qui est différent. La globalisation du monde peut angoisser ceux qui ne connaissent que leur voisinage et se croient menacés par l'ouverture et l'arrivée de modèles nouveaux.

Pourtant, notre pays garde de nombreuses raisons d'espérer. Avec d'autres pays de l'Union Européenne, il est parmi les pays les plus développés. Il a éradiqué les grandes épidémies, les famines, les guerres qui ravagent encore beaucoup de régions du monde. Même affaibli, notre modèle social reste solide et protège encore nos concitoyens, souvent mieux qu'ailleurs. Malgré des délocalisations et une désindustrialisation réelle, les petites et moyennes entreprises comme de grands groupes industriels sont à même de relancer la croissance dès que la conjoncture le permettra. Des chefs d'entreprise soucieux de l'avenir de leur société et du maintien de l'emploi de leurs salariés refusent de choisir le licenciement comme première option en cas de crise. Quelques rares dirigeants réduisent leur rémunération, la plupart dépensent des trésors d'énergie et d'intelligence pour trouver de nouveaux débouchés, inventer de nouveaux produits et maintenir l'activité. Notre agriculture exportatrice reste la plus importante du monde, et une production maraîchère de proximité retrouve l'intérêt des clients urbains.

Même si la crise n'est pas finie, on voit que l'Europe, enfin, a su trouver les outils pour enrayer la chute vers laquelle les dettes des états semblaient nous

entraîner. Des mesures, certes encore insuffisantes, ont été prises pour juguler les excès de la finance internationale. Les progrès démocratiques des pays arabes, bien qu'incertains, sont un signe que la recherche de la démocratie fait son chemin dans des lieux où on ne l'attendait pas.

« Que signifie vraiment « le progrès » ; que promet-il et que ne promet-il pas ? (...) L'ambiguïté du progrès est rendue évidente. Sans aucun doute, le progrès offre de nouvelles possibilités pour le bien, mais il ouvre aussi des possibilités abyssales de mal – possibilités qui n'existaient pas auparavant. Nous sommes tous devenus témoins de ce que le progrès, lorsqu'il est entre de mauvaises mains, peut devenir, et est devenu de fait, un progrès terrible dans le mal. Si au progrès technique ne correspond pas un progrès dans la formation éthique de l'homme, dans la croissance de l'homme intérieur (cf. Ep 3, 16 ; 2 Co 4, 16), alors ce n'est pas un progrès, mais une menace pour l'homme et pour le monde. » Spe salvi, 22

ÉLÉMENTS DE COMPRÉHENSION

Définitions de la confiance, Larousse

- Assurance, hardiesse, courage qui vient de la conscience qu'on a de sa valeur, de sa chance.
- Sentiment de quelqu'un qui se fie entièrement à quelqu'un d'autre, à quelque chose.
- Sentiment d'assurance, de sécurité qu'inspire au public la stabilité des affaires, de la situation politique.
- Droit : appui donné au gouvernement par la majorité du Parlement.

INSEE L'indicateur de confiance des consommateurs est la moyenne arithmétique des soldes des réponses aux questions relatives à la situation financière des ménages, à la situation économique générale et à l'opportunité d'effectuer des achats importants.

Des raisons d'espérer

Dans ce monde complexe, de nouvelles formes de confiance apparaissent. La finance solidaire investit dans des secteurs prioritaires pour lutter contre le chômage, le mal-logement ou la pauvreté dans les pays du Sud. La prise de conscience de la situation de l'environnement dans les dernières années montre qu'un mouvement de grande ampleur agit dans le monde. Des mesures précises ont été prises au niveau national, européen et international pour réduire les effets nuisibles au climat et à l'avenir de notre planète. Des efforts citoyens ont été relayés par des lois et directives pour mieux protéger la nature. Grâce à une politique d'éducation et de répression rigoureuse, les accidents de la route régressent notablement, et l'interdiction de fumer dans des lieux publics enrayer les effets du tabagisme passif. On ne peut que se réjouir de voir que les dons par solidarité et par générosité ont été l'année dernière plus abondants qu'auparavant en dépit des difficultés du moment.

« L'amour de Dieu nous appelle à sortir de ce qui est limité et non définitif ; il nous donne le courage d'agir et de persévérer dans la recherche du bien de tous, même s'il ne se réalise pas immédiatement, même si ce que nous-mêmes, les autorités politiques, ainsi que les acteurs économiques réussissons à faire est toujours inférieur à ce à quoi nous aspirons. Dieu nous donne la force de lutter et de souffrir par amour du bien commun, parce qu'il est notre Tout, notre plus grande espérance. » Caritas in Veritate, 78

La confiance pas à pas

De nouveaux comportements émergent ou se développent :

- Les relations de voisinage se développent avec la colocation qui séduit étudiants et seniors, le co-voiturage, la fête des voisins.
- La prise en charge d'une meilleure alimentation s'organise avec la consommation auprès d'agriculteurs et de commerçants locaux.
- Le dialogue inter-religieux se développe et diminue la crainte de l'étranger, souvent due à la méconnaissance.
- La finance solidaire ou éthique séduit de plus en plus d'épargnants soucieux de l'affectation de leurs placements, au-delà de l'usage incontrôlé de l'épargne.
- Des chefs d'entreprises assainissent le fonctionnement de l'économie en mettant en place des codes d'éthique qui visent à garantir la qualité et l'origine des produits, et tracent un cadre de bonnes relations entre tous les acteurs de l'entreprise et de ses partenaires.
- Le commerce équitable et le microcrédit aident la difficile croissance de certaines populations.
- De nombreux consommateurs veillent à des dépenses mesurées et réfléchies, sans jouer le jeu d'une publicité dévorante et omniprésente.
- Les jeunes sont de plus en plus nombreux à se mobiliser dans les réseaux sociaux pour des actions humanitaires et la défense des droits de l'homme. Au cours de leurs études et vacances, ils voyagent beaucoup et s'ouvrent à l'autre.

Toutes ces initiatives, souvent nées dans le désordre, convergent dans un faisceau de comportements responsables, qui révèlent une confiance renouvelée et une volonté d'allier comportement individuel et solidarité.

« La mondialisation, a priori, n'est ni bonne ni mauvaise. Elle sera ce que les personnes en feront. Nous ne devons pas en être les victimes, mais les protagonistes, avançant avec bon sens, guidés par la charité et par la vérité. S'y opposer aveuglément serait une attitude erronée, préconçue, qui finirait par ignorer un processus porteur d'aspects positifs, avec le risque de perdre une grande occasion de saisir les multiples opportunités de développement qu'elle offre. Les processus de mondialisation, convenablement conçus et gérés, offrent la possibilité d'une grande redistribution de la richesse au niveau planétaire comme cela ne s'était jamais présenté auparavant ; s'ils sont mal gérés, ils peuvent au contraire faire croître la pauvreté et les inégalités, et contaminer le monde entier par une

CHIFFRES

Degré de confiance des français : 4,4 à 4,92/10 selon les enquêtes.
Rang de la France : 12^e/17
Taux de fécondité en France 1,91%, (deuxième après l'Irlande)

crise. Il faut en corriger les dysfonctionnements, dont certains sont graves, qui introduisent de nouvelles divisions entre les peuples et au sein des peuples, et faire en sorte que la redistribution de la richesse n'entraîne pas une redistribution de la pauvreté ou même son accentuation, comme une mauvaise gestion de la situation actuelle pourrait nous le faire craindre. » Caritas in Veritate, 42

La grande espérance

Le maintien d'une démographie parmi les plus élevées d'Europe est le signe évident d'une confiance dans l'avenir.

Cette confiance retrouvée naît dans l'échange avec l'autre et dans la conviction qu'un futur meilleur est possible si on le construit. C'est le chemin de la fraternité, qui est la recherche par excellence du chrétien.

Ces comportements, plus nombreux que ne le

signalent les médias, sont les « anticorps » que secrète naturellement notre société pour combattre la défiance et l'angoisse du lendemain. Tout n'est pas parfait dans notre monde. Les inégalités, les querelles, les échecs demeurent. Mais, tout se passe comme si, face aux difficultés présentes, une réaction collective et salutaire se faisait jour. Elle doit inventer des confiances nouvelles.

« L'espérance chrétienne imprime un grand élan à l'engagement dans le domaine social, inspirant confiance dans la possibilité de construire un monde meilleur, avec la conscience qu'il ne peut exister un « paradis sur terre ». Les chrétiens, (...) sont exhortés à se comporter de telle sorte que brille dans la vie quotidienne, familiale et sociale, la force de l'Évangile. (...) Cette espérance, ils ne doivent pas la cacher dans le secret de leur cœur, mais l'exprimer aussi à travers les structures de la vie du siècle par un effort continu de conversion (...) » Compendium Doctrine Sociale de l'Église, 579.

Propositions pour avancer

AGIR

La confiance ne se décrète pas, elle se construit au fur et à mesure : les projets et actions que nous voyons fleurir autour de nous, comme ceux repris dans nos fiches, en sont la manifestation. La confiance se noue aussi dans **la solidarité intergénérationnelle**, qui valorise le rôle social des jeunes et favorise la transmission. Elle s'exprime sous des formes très diverses, déjà soutenues par de nombreuses associations :

1/ **Les rencontres conviviales** (fête des voisins, de quartier...), pour vivre ensemble un moment de détente, de découverte et d'échange, en évitant que les participants ne soient que « juxtaposés ».

2/ **La transmission d'expériences, de savoirs faire, de savoirs être et de mémoires :**

- L'accompagnement scolaire par des bénévoles (ASTI, Secours Catholique...).
- Le transfert de culture autour de la littérature (Lectures et Rencontres).
- Les ateliers d'initiation à l'informatique par des jeunes pour des seniors.
- La création d'un potager pédagogique ouvert à tous.
- Les ateliers de cuisine rassemblant personnes âgées et enfants : courses, cuisson, dégustation.
- Le « grand-parrainage » : affection, repères sociaux, culturels, scolaires pour les enfants ; élargissement de l'environnement familial, affectif, social, culturel, ludique pour les seniors.

3/ **La réalisation en commun d'activités artistiques, culturelles ou autres :**

- Un carnaval préparé par les enfants des centres de loisirs et anciens de résidences ou clubs.
- Des échanges entre crèche ou école du primaire et maison de retraite (visites, goûter).

4/ **La solidarité active en direction de publics en difficulté :**

* *Avec les personnes handicapées et les malades :*

- Le programme des grands-parents de substitution (Danemark) : des personnes âgées bénévoles restent auprès d'enfants malades pendant le travail des parents.
- Le portage de livres, vidéos... à domicile aux personnes isolées, handicapées, malades.
- L'aide à l'utilisation de livres numériques.

* *Avec les personnes isolées et/ou fragiles et en difficulté :*

- Les jardins solidaires (soutenus par le CCAS de Versailles).
- Les réseaux de co-voiturage pour des personnes se déplaçant difficilement (âge, handicap).

* *Autour de l'emploi et du chômage :*

- Le parrainage de jeunes demandeurs d'emploi et la transmission de savoir à la mission locale.

5/ **Le « vivre ensemble » :**

* *Favoriser le logement et l'urbanisation intergénérationnels*

- La colocation intergénérationnelle (Ensemble 2 générations).
- La cohabitation des générations, entre logements à vocation d'insertion, appartements pour personnes âgées, logements en accession à la propriété et logements pour étudiants de milieux défavorisés (Habitat et Humanisme à Lyon).

* *Partager notre temps :*

Réseaux d'échange de savoir et SEL (Système d'Échange Local) : Les personnes âgées et retraitées ont des emplois du temps plus souples. Elles peuvent par exemple aller chercher des enfants à l'école, jusqu'au retour des parents, en échange de quelques travaux.

Livres pour éclairer la crise au regard de la doctrine sociale de l'Eglise, films pour mettre en scène des histoires d'hommes et de femmes qui se battent pour s'en sortir.

*Docavv, service de documentation audiovisuelle du diocèse 01 30 97 67 70
Bibliothèque Diocésaine de Versailles 01 30 97 68 16*

Une finance solidaire et innovante,

lettre ouverte aux chrétiens qui veulent changer l'économie
Jean-Paul VIGIER, Médiaspaul , 2009

20 propositions pour réformer le capitalisme,

Gaël GIRAUD et Cécile RENOARD,
Préface de Pascal LAMY Flammarion 2009. Site collaboratif <http://20propositions.com>,

Pratiques financières, regards chrétiens

dirigé par Paul H. DEMBINSKY, Desclée De Brouwer , 2009

La pensée sociale de l'Eglise catholique, de Léon XIII à Benoît XVI,

Patrick de LAUBIER, Pierre Téqui éditeur, Paris, 2011.

Vers la justice de l'Évangile, introduction à la pensée sociale de l'Eglise

Pierre de CHARENTENAY, Desclée De Brouwer, 2008

Chrétiens face à la crise,

Par Michel CAMDESSUS , Luc CHAMPAGNE , Jérôme VIGNON , François VILLEROY de GALHAU ,
Collectif , Bayard 2009

Revue projet **De Prométhée à Noé**, numéro spécial faisant suite à la session du CERAS « de la crise, sortir changés » : d'autres modes de vie, la croissance autrement, une autre gouvernance. Juillet 2010.

Pour une économie plus humaine Construire le social business

Muhammad YUNUS, JC Lattès 2011

Vers un monde sans pauvreté

Muhammad YUNUS, JC Lattès 1997

La banquière de l'espoir

Maria NOWAK, Albin Michel 1994

Revue projet De **Prométhée à Noé**, numéro spécial faisant suite à la session du CERAS « de la crise, sortir changés » : d'autres modes de vie, la croissance autrement, une autre gouvernance. Juillet 2010.

La solidarité, un défi pour Dieu ? pour l'Homme ?

Livret réalisé par le service solidarité du diocèse de Versailles,
octobre 2005.

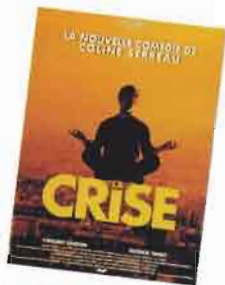
Penser, agir, vivre autrement en démocratie - le Pacte civique : inventer un futur désirable pour tous

par Collectif Pacte civique, éditeur chronique sociale 2012

Grandir dans la crise

conférence des évêques de France,
Bayard, Cerf, Fleurus Mame, 2011

À VOIR...



LA CRISE
de Coline SERREAU, 1992.



MÊME LA PLUIE
Iciar BOLLAIN, 2011



LE SUCRE
de Jacques ROUFFIO, 1978



8 FOIS DEBOUT
de Xabi MOLIA, 2009



RIENS DU TOUT
de Cédric KLAPISCH, 1992



LES ÉMOTIFS ANONYMES
Jean-Pierre AMERIS, 2010



WELCOME
de Philippe LIORET, 2009

UNE VIE MEILLEURE
de Cédric KAHN, 2011, en salle.



UNE VÉRITÉ QUI DÉRANGE
de Davis GUGGENHEIM, 2006



RESSOURCES HUMAINES
de Laurent CANTET, 2000



MA PETITE ENTREPRISE
de Pierre JOLIVET, 1999



LA FIRME (The Firm)
de Sydney POLLACK, 1993



D'UNE SEULE VOIX
de Xavier de Lauzanne, 2009



IT'S A FREE WORLD
de KEN LOACH, 2007

